



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 AVRIL 1914.

Nominations

No 607 Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 avril 1914, de nommer M. Jos. Gagnon, commissaire d'écoles pour la municipalité de Ferland (canton), dans le comté de Chicoutimi.

1707

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six février 1914, de nommer M. Arthur Geoffrion, avocat, de Chambly, et M. Léonide Robert, avocat, de Longueuil, conjointement registrateur, pour la division d'enregistrement de Chambly.

1723

Québec, 20 avril 1914.

Avis est par le présent donné que le 18 avril 1914, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Alphonse Gagné, forgeron, Odilon Dubé, journalier, Hormisdas Allaire, cultivateur, et Wilfrid Marcoux, cultivateur, conseillers de la municipalité de Sainte-Euphémie, comté de Montmagny, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal.

1741

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th APRIL, 1914.

Appointments

No. 607 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 16th April, 1914, to appoint Mr. Jos. Gagnon, school commissioner for the municipality of Ferland (township), in the county of Chicoutimi.

1708

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-sixth February, 1914, to appoint Mr. Arthur Geoffrion, advocate, of Chambly, and Mr. Léonide Robert, advocate, of Longueuil, jointly registrar, for the registration division of Chambly.

1724

Québec, 20th April, 1914.

Notice is hereby given that, on the 18th April, 1914, His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs Alphonse Gagné, blacksmith, Odilon Dubé, laborer, Hormisdas Allaire, farmer, and Wilfrid Marcoux, farmer, councillors of the municipality of Sainte Euphémie, county of Montmagny, in virtue of the provisions of article 341 of the municipal code.

1742

27 AVR 1914

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le trente et un mars mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au douze mai prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le trente et un mars prochain; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGE-LIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-sixième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

1355

L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Bon Ami Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A. L. Young, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province

Québec, 8 avril 1914.

1721

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the thirty-first of March, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twelfth day of May next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the thirty-first of March next; and hereby convene you for the TWELFTH of MAY, next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGE-LIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-sixth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

1356

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Government Notices

"The Bon Ami Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A. L. Young, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 8th April, 1914.

1722

No 359.09.

Québec, 18 avril 1914.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 16 avril courant 1914, de détacher de la municipalité du village de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 80b, 81a, 81b, 82a, 82b, 83, 84, 85 et 86, du rang nord Caron, et les lots Nos 100, 101 et 102 du rang sud Caron, tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jérôme, paroisse. 1705

No 2156.13.

Québec, 18 avril 1914.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 16 avril 1914, de détacher de la municipalité scolaire de Bois de l'Ail, comté de Portneuf, le lot No 13, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, et de l'annexer à celle de Saint-Basile, même comté. 1709

No 434.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 16 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Germain, dans le comté de Kamouraska, les lots Nos 437, 438, 439 et la partie des lots 10 et 11 qui se trouve au sud de la montagne, au nord du chemin du deuxième rang. 1717

4297-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 15 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lachine, ville, dans le comté de Jacques-Cartier, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de "Très-Saint Sacrement" du cadastre officiel de la paroisse de Lachine, moins cependant ce qui actuellement appartient à la "Dominion Wire Company", sur le No 916 du même cadastre, et de former le tout ce territoire une municipalité scolaire sous le nom de "Très-Saint Sacrement".

Le territoire en question sera borné comme suit, savoir: vers le sud, partie par le centre du Canal de Lachine, partie par le centre du "Chemin de fer du Grand-Tronc", vers l'ouest, partie par la ligne limitative entre les Nos 752 et 753 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine, partie par le centre de la 2e avenue prolongée en ligne droite jusqu'à la rue Saint-Joseph et partie par la ligne limitative entre les Nos 916 et 922 du même cadastre officiel, vers le nord et le nord-est par la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens. 1647 2

524-14

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, les lots Nos 2, 3, 7, 8 et 32 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pacôme, et de les annexer à celle de Rivière Ouelle, même comté. 1609 2

No. 359.09.

Quebec, 18th April, 1914.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 16th April instant, 1914, to detach from the municipality of the village of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, the lots Nos 80b, 81a, 81b, 82a, 82b, 83, 84, 85 and 86 of range north Caron, and the lots Nos 100, 101 and 102 of range south Caron, all of the official cadastre of the parish of Saint Jérôme, and to annex the same to the school municipality of Saint Jérôme, parish. 1706

No. 2156.13.

Quebec, 18th April, 1914.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 16th April, 1914, to detach from the school municipality of Bois de l'Ail, county of Portneuf, the lot No. 13, of the official cadastre of the parish of Saint-Basile, and to annex the same to the school municipality of Saint Basile, the said county. 1710

No. 434.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 16th April, 1914.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Germain, in the county of Kamouraska, the lots Nos 437, 438, 439 and that portion of lots 10 and 11 situate to the south of the mountain, on the north of the road of the second range. 1718

4297-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 15th April, 1914.

The superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Lachine, town, in the county of Jacques-Cartier, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of "Très Saint Sacrement" of the official cadastre of the parish of Lachine, less however the territory actually belonging to the "Dominion Wire Company", forming part of the No. 916 of the said cadastre, and to erect the whole of the said territory into a distinct school municipality under the name of "Très Saint Sacrement".

The territory in question to be bounded as follows, to wit: Towards the south, partly by the Lachine Canal, partly by the center of the "Grand Trunk Railway line", towards the west partly by the division line between the lots Nos 752 and 753 of the official cadastre of the parish of Lachine, partly by the center of the 2nd avenue prolonged in a straight line to Saint Joseph street and partly by the division line between the Nos 916 and 922 of the said official cadastre, towards the north and north east by the parish of Saint Pierre aux Liens. 1648

524-14

DEPARTMENT OF THE PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 14th April, 1914.

The Superintendent hereby gives notice that application has been made to detach from the school municipality of Saint Pacôme, county of Kamouraska, the lots Nos. 2, 3, 7, 8 and 32 of the official cadastre of the parish of Saint Pacôme, and to annex the same to that of Rivière Ouelle, aforesaid county. 1610

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1914, constituant en corporation Mme Sarah M. Elroy, veuve de Martin J. O'Loughlin; Michael Joseph Casey, gérant; Daniel Francis Sheehy, entrepreneur; James Peter O'Loughlin, marchand, et James Harris, assistant-gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, et de tabacs, débits d'huitres et service de lunch, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Avenue Cafe", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de la compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Avenue Company Limited", avec un capital actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1753

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth of April, 1914, incorporating Mrs. Sarah M. Elroy, widow of Martin J. O'Loughlin; Michael Joseph Casey, manager; Daniel Francis Sheehy, contractor; James Peter O'Loughlin, merchant, and James Harris, assistant manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of the keepers of hotels and restaurants according to the provisions of the Quebec license act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shinning stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of the wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Avenue Cafe", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other hotel, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Avenue Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1754

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1914, constituant en corporation Rebecca Augusta Boulrice, hôtelier, épouse séparée en biens de William James Martin, rentier, et par lui dûment autorisée à ces présentes ; Percival James Martin, commis ; Edmond McComber, marchand ; Daniel Crighton, architecte, et Joseph Emile Côté, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches, le commerce d'hôteliers, restaurateurs, cafetiers et buvetiers, et toutes autres affaires qui peuvent être exercées en rapport avec tel commerce et la vente des liqueurs, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec ;

Acquérir par achat ou autrement comme un commerce en opération, le commerce d'hôtel actuellement exploité, à Montréal, par la dite Rebecca Augusta Boulrice, sous le nom de "The New Carlton", et continuer à exploiter le dit commerce, avec ses installations, fournitures, fonds de commerce, licence, clientèle, et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploitation du dit commerce et payer pour telle acquisition, soit totalement ou partiellement, en argent ou en obligations ou actions entièrement acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, toute licence pour la vente de liqueurs spiritueuses, hôtels, cafés, buvettes ou restaurants licenciés en opération ; continuer à exploiter le commerce des dits hôtels, cafés, buvettes et restaurants licenciés et payer pour telle acquisition soit en argent ou en obligations ou actions de la présente compagnie ;

Se fusionner, s'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer, ou tout commerce ou transaction capables d'être conduits directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; acquérir par achat, échange ou autrement, ou louer tous immeubles ou autres propriétés qui seront jugés nécessaires ou avantageux aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition, soit en argent ou en obligations ou actions de la compagnie ;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions, débiteures et toutes autres valeurs de toutes compagnies ou corporations engagées dans tout commerce semblable à celui de la présente compagnie, et payer pour telle acquisition, soit en argent ou en actions acquittées ou obligations de la compagnie ;

Vendre et aliéner, en tout ou en partie, les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers, et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation ;

Emettre le tout ou aucune partie du stock de la compagnie, comme entièrement acquitté et non sujet à appel en paiement de toutes propriétés immobilières ou mobilières, meubles ou immeubles ou autres biens acquis par la compagnie, ou, avec l'approbation des action-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1914, incorporating Rebecca Augusta Boulrice, hotel keeper, wife separate as to property of William James Martin, gentleman, and by him duly authorized to these presents, Percival James Martin, clerk, Edmond McComber, merchant, Daniel Crighton, architect, and Joseph Emile Côté, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels, restaurants, cafes, and bars and any other business which may be incidentally carried on with such business and the sale of liquors, the whole subject to the provisions of the "Quebec License Law" ;

To acquire by purchase or otherwise as a going concern the hotel business now being carried on at Montreal by the said Rebecca Augusta Boulrice, under the name of "The New Carlton", and to continue carrying on said hotel business with its equipment, furnishings, stock in trade, license, good will, and other moveable assets generally used in the exploitation of said business and to pay for such acquisition either wholly or partly in cash or in bonds or paid shares of the present company ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise any license for the sale of spirituous liquors, licensed hotel, café, bar or restaurant in operation ; to continue carrying on the business of the said licensed hotels, cafes, bars and restaurants and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or in shares of the present company ;

To amalgamate with, and enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ; to acquire by purchase exchange or otherwise or to lease any immovable or other property which may be deemed necessary or advantageous for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition, either in cash or in bonds or in shares of the company ;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer shares, debentures, and any other securities of any company or corporation engaged in any business similar to that of the present company and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the company ;

To sell and dispose of the assets of the company, in whole or in part, moveable or immovable, and the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company or co-operation ;

To issue the whole or any part of the stock of the company as fully paid up and non-assessable in payment of any property, real or personal, moveable or immovable or other assets acquired by the company, or, with the approval of the shareholders, as remuneration

naires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant le stock ou débentures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenables et dans l'intérêt de la compagnie ;

Faire, exécuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires ou avantageux pour l'exploitation du dit commerce de la compagnie et sujet à la loi des licences de Québec, sous le nom de "The New Carlton Limited", avec un capital-actions de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00), divisé en dix-huit cents (1800) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1757 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize avril 1914, constituant en corporation MM. A. Wilfrid Gervais, P. A. Samson, J. Arthur Tanguay, hôteliers; Wilfrid Guilbault, commis, et Pierre Prud'homme, agent d'affaires, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Sujet à la loi des licences de Québec, faire le commerce général d'hôteliers, de restaurateurs, exercer l'industrie de fabricants et marchands, en gros et en détail, de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, et autres industries de même nature.

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner, ou en disposer de toute façon, tous biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement, tout hôtel ou restaurant, déjà en opération, et spécialement l'hôtel actuellement exploité par J. Arthur Tanguay et portant le nom de "Hôtel Riendeau" au numéros 58 et 60, Place Jacques-Cartier, à Montréal, ce restaurant comprenant la licence, fonds de commerce, achalandage, ameublement et tous autres accessoires, constituant le commerce d'hôtelier et de restaurateur en opération, exercé par le dit J. Arthur Tanguay, et de les payer en argent ou actions acquittées de la compagnie, à un prix à être fixé par la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débentures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Vendre des actions à d'autres compagnies, les racheter et acheter des actions d'autres compagnies, et les vendre;

Vendre, louer ou aliéner autrement la totalité ou partie de la propriété, ou des biens de la compagnie pour la considération et aux conditions et délais que la compagnie déterminera et particulièrement pour des actions, débentures et autres valeurs de toutes autres compagnies;

for services rendered to the company in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration as the directors may deem advisable and in the interest of the company;

To do execute and perform all other acts and things which may be deemed necessary or advantageous to the carrying on of the said business of the company and subject to the Quebec License Law, under the name of "The New Carlton Limited", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into eighteen hundred (1,800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1758 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth April, 1914, incorporating Messrs. A. Wilfrid Gervais, P. A. Samson, J. Arthur Tanguay, hotelkeepers; Wilfrid Guilbault, clerk, and Pierre Prud'homme, business agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec License Law, to carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, confectioners, suppliers; to carry on the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers in wines, beer, spirits and liquors of all kinds, and any other business of a like nature;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any moveable and immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and specially the hotel business now carried on by J. Arthur Tanguay, under the name of "Hôtel Riendeau", at the numbers 58 and 60, Place Jacques-Cartier, at Montreal, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furnishing and other accessories, constituting the hotel and restaurant business carried on as a "going concern" by the said J. Arthur Tanguay, and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans and to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company and in particular by the issue of debentures and bonds bearing an hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To sell its shares to other companies, repurchase the same and to purchase shares of other companies and sell the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole, or part of the property or assets of the company, for such consideration, and upon such conditions and delays as the company may determine and in particular for shares, debentures and other securities of any other company;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hôtel Riendeau Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1711

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze avril 1914, constituant en corporation MM. Joseph Théophile Romuald Péladeau, hôtelier, Arsène Boucher, marchand de chaussures, Herménégilde Lefort, agent d'immeubles, Henri Péladeau, plombier, et Aimé Belisle, forgeron, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, comme une affaire en opération et faire les affaires d'hôtel maintenant conduites dans la cité de Montréal, sous le nom de J. T. R. Péladeau, avec son installation, ses meubles et les payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employées ou destinées à son exploitation et de les payer en argent, ou en obligations, ou actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement ou posséder par bail ou autre titre tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement;

Hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent en garantie sur iceux;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugées nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions ou toutes autres garanties de compagnie engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "J. T. R. Péladeau Hôtel Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1713

Sous-secrétaire de la province.

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Hôtel Riendeau Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1712

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh of April, 1914, incorporating Messrs. Joseph Théophile Romuald Péladeau, hotelkeeper, Arsène Bouchard, boot and shoe merchant, Herménégilde Lefort, real estate agent, Henri Péladeau, plumber, and Aimé Belisle, blacksmith, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all their branches the business of keepers of hotel and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of J. T. R. Péladeau, with its equipment, furnishings and to pay for the same in cash or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, any restaurant or hotel business and to carry on any such business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of all or any of its moveable and immovable property;

To hypothecate its immovables and pledge its moveables, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carry on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares and other securities of any other company engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "J. T. R. Péladeau Hôtel Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1714

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1914, constituant en corporation MM. Henry Judah Trihey, avocat, de la ville de Westmount; William Allen, propriétaire de restaurant; Ernest Lafontaine, avocat; James Johnston, comptable, et Joseph Walsh, notaire, de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, et de tabacs; et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "William Allen", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autre titre, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "William Allen Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1593 2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1914, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, advocate, of the city of Westmount; William Allen, restaurant proprietor; Ernest Lafontaine, advocate; James Johnston, accountant, and Joseph Walsh, notary, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, according to the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquors merchants.

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "William Allen", with its equipments, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "William Allen Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1594 Deputy Secretary Provincial.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1914, constituant en corporation MM. Joseph Moreau et Joseph Edouard Moreau, hôteliers; Gédéon Lanthier, marchand; Ernest Beaupré, commis; Usina Renaud, relieur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Joseph Moreau, 1183-1185, rue Mont-Royal-Est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Moreau, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1601 2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1914, incorporating Messrs. Joseph Moreau and Joseph-Edouard Moreau, hotel-keepers; Gédéon Lanthier, merchant, Ernest Beaupré, clerk; Usina Renaud, book-binder, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Joseph Moreau, 1183-1185 Mount-Royal East street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtain or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Moreau Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1602 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du sept avril 1914, constituant en corporation MM. Jérémie McMahon, Patrick McMahon, Edward McMahon, restaurateurs, de Montréal, Henry Judah Trihey, avocat, de la ville de Westmount, et Joseph Walsh, notaire, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de tabacs, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "McMahon Brothers", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autre titre dans toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "McMahon Bros. Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1597 2

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1914, incorporating Messrs. Jeremiah McMahon, Patrick McMahon, Edward McMahon, restaurant-keepers, of Montreal, Henry Judah Trihey, advocate of the city of Westmount, and Joseph Walsh, notary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants according to the provisions of the Quebec license act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants;

To acquire by purchase as a going concern, and to carry on the restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "McMahon Brothers", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "McMahon Bros. Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1598

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1914, constituant en corporation MM. Edward Brophy, restaurateur; James Johnston, commis; Joseph Walsh, notaire; Ernest Lafontaine, avocat, et Henry Judah Trihey, avocat, de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Edward Brophy", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail tout autre titre, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Derby House Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1595 2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1914, incorporating Messrs. Edward Brophy, restaurant-keeper; James Johnston, clerk; Joseph Walsh, notary; Ernest Lafontaine, advocate, and Henry Judah Trihey, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants according to the provisions of the Quebec license act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants;

To acquire by purchase as a going concern, and to carry on the restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Edward Brophy", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Derby House, Limited," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1596 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1914, constituant en corporation MM. Frédéric McLaughlin, marchand, de la ville de Westmount; Robert Golden Oliver et Murchison McLaughlin, marchands, de la ville de Montréal; Preston Guy Prince, ingénieur, de la ville de Westmount, et Arthur William Sager, gérant, de la ville de Montréal; dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses branches l'industrie de propriétaires et commerçants d'immeubles;

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre, et développer, améliorer, vendre, échanger, louer, sous-louer, des propriétés immobilières de toutes sortes et conditions quelconques, en disposer ou en faire le commerce autrement;

Réparer, changer, remodeler, construire, bâtir, faire, entretenir, mettre en opération et exploiter sur toutes propriétés immobilières, toute bâtisse, constructions ou travaux de toute nature, tel que maisons de rapport, habitations, logements, magasins, entrepôts, manufactures, moulins, fabriques, canaux d'égoûts, égouts, ou tous autres constructions, travaux ou amélioration, et louer, échanger, vendre ou disposer autrement de telles propriétés;

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre, vendre, échanger, louer, commercer ou disposer autrement de toutes propriétés mobilières;

Faire des avances d'argent sous forme de prêts, aux acheteurs, détenteurs, locataires ou occupants de toute partie des propriétés de la compagnie pour aider à la construction des bâtisses ou à y faire des améliorations;

Prendre et détenir comme garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie ou en paiement ou partie de paiement du prix ou considération de tout contrat fait avec la compagnie, des hypothèques ou garanties de toute nature quelconque;

Acheter, acquérir et détenir, vendre, céder et transférer des actions, débetures, et toutes autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou faisant tout commerce susceptible d'être conduit pour le bénéfice de cette compagnie;

Répartir et émettre comme entièrement acquittées toutes actions du capital actions de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété (mobilière ou immobilière), actions, débetures, valeurs, biens, droits, privilèges, brevets d'invention, permis ou contrat que la compagnie peut acquérir ou entreprendre, ou pour acquittement de toute dette ou obligation qu'elle peut devoir;

Se fusionner avec toute autre compagnie engagée dans un commerce semblable;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui tendront ou qui paraîtront utiles à l'acquisition des fins et objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Mansions Limited", avec un capital actions de deux cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$290,000.00), divisé en deux mille neuf cents (2900) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1607 2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of April, 1914, incorporating Messrs. Frederick McLaughlin, merchant, of the city of Westmount; Robert Goulden Oliver and Murchison McLaughlin, merchants, of the city of Montreal; Preston Guy Prince, engineer, of the city of Westmount; and Arthur William Sager, manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of real estate proprietors and dealers;

To acquire by purchase, exchange, lease or any other title, and to develop, improve, sell, exchange, lease, sublet, dispose of or deal in any other manner with immoveable property of any kind and in any condition whatsoever;

To repair, alter, remodel, construct, build, make, maintain, operate and exploit upon any immoveable property any building, structure or works of any nature, such as apartment houses, mansions, dwellings, stores, warehouses, factories, mills, plants, drains, sewers, or any others construction, work or improvement, and to let, exchange, sell or otherwise dispose of such property;

To acquire by purchase, exchange, lease or any other title, and to trade in, sell, exchange, let or otherwise deal with any immoveable property;

To advance moneys by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties, to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the company or as payment or part payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages, or securities of any nature whatsoever;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To allot and issue, as fully paid up, any shares in the capital stock of the company in payment of any franchise, undertaking, property (moveable or immoveable), stock, debentures, securities, assets, rights, privileges, patent, license or contract which the company may acquire or enter into, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe;

To amalgamate with any other company engaged in a similar business;

To do and perform all other acts and things which may be incidental and may seem conducive to the attainment of the ends and objects of the incorporation of the company, under the name of "Mansions Limited", with a capital stock of two hundred and ninety thousand dollars (\$290,000.-00), divided into two thousand nine hundred (2,900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1608 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril, 1914, constituant en corporation MM. James Drury, jr., hôtelier; James Drury, sr., gentilhomme; Henry Joseph Fitzgerald; James Edward Neville et Marcel Allain, comptables, de la ville de Montréal, dans les buts suivants!

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le tirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huîtres et service de lunch, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Drury's Cafe", avec son installation ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour les quels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer où faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Drury's Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1599 2

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1914, incorporating Messrs. James Drury, jr., hotel-keeper; James Drury, sr., gentleman; Henry Joseph Fitzgerald, James Edward Neville and Marcel Allain, accountants, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants according to the provisions of the Quebec license act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of the wholesale and retail liquor merchants dealers and importers;

To acquire by purchase as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Drury's Cafe", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immovable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtain or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Drury's Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1600

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1914, constituant en corporation MM. Jean-Baptiste Leroux, boucher; Gilbert Emard, commis; Napoléon Gareau, voyageur de commerce; Pascal Rozon, rentier; Joseph A. Gauthier, épiciier, de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de l'Acte des Licences de Québec, de confiseurs, pourvoyeurs; exercer l'industrie de fabricants et marchands en gros et en détail, de tabac, cigares, cigarettes et toutes autres industries de même nature;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou en disposer de toute façon, tous les biens et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, tous lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel, ou restaurant, déjà en opération, et spécialement l'hôtel actuellement exploité par Ozias A. Rozon, aux numéros 350-352, rue Craig Ouest, comprenant la licence, fonds de commerce, achalandage, ameublement et tous autres accessoires, constituant le commerce d'hôtel en opération, exercé par le dit Ozias A. Rozon, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Woodruff Hotel Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1641 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 avril 1914, constituant en corporation MM. Dieudonné Lévesque, Victor Lévesque, boulangers, Louis Bertrand notaire, Louis de G. Raby, député registrateur, Eugène St-Jean, comptable, tous de Hull, P. Q., dans les buts suivants:

Faire des transactions immobilières en général soit comme principaux ou agents, et acquérir par

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nine of April, 1914, incorporating Messrs. Jean-Baptiste Leroux, butcher; Gilbert Emard, clerk; Napoléon Gareau, commercial traveller; Pascal Rozon, gentleman; Joseph A. Gauthier, grocer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, according to the provisions of the Quebec License Act, confectioners suppliers; to carry on the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers in tobacco, cigars and cigarettes, and to carry on any other business of a like nature;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiate instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and specially the hotel business now carried on by Ozias A. Rozon, at the numbers 350-352, Craig-West street, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furniture and other accessories, constituting the hotel business carried on as a "going concern" by the said Ozias A. Rozon, and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, also any franchise and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bond bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Woodruff Hotel Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1642 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of April, 1914, incorporating Messrs. Dieudonné Lévesque, Victor Lévesque, bakers, Louis Bertrand, notary, Louis de G. Raby, deputy registrar, Eugène St-Jean, accountant, all of the city of Hull, P. Q., for the following purposes:

To generally deal in real estate as principal or agents and to acquire by purchase, exchange or

achat, échange ou autrement des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser et acquérir par achat, échange ou autrement et louer, construire, bâtir, améliorer et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâties et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges et les payer en argent, parts, débetures ou autrement et les vendre, louer ou en disposer de quelque façon que ce soit;

Concéder à la rente foncière, bail emphytéotique les propriétés immobilières de la compagnie.

Emettre des actions ordinaires ainsi que des bons, débetures ou obligations avec garanties hypothécaires ou autres;

Faire tous actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la loi des compagnies en autant qu'il sera jugé nécessaire ou utile aux dites fins;

Acquérir ou posséder des intérêts ou actions dans d'autres compagnies incorporées et en disposer, sous le nom de "Lévesque & St-Jean & Compagnie, Incorporée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera en la cité de Hull, district d'Ottawa.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1693 2

zSous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1914, constituant en corporation MM. Joseph-Edouard Champagne, comptable; Albert Lafrenière, agent; Roméo Lafrenière, voyageur de commerce; Joseph Eudore Marier, avocat, et Ernest Charette, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles ou de biens immobiliers, et généralement toutes les opérations d'une compagnie immobilière;

Faire le commerce d'agents d'immeubles, agents d'assurance, agents de change, et agents de commerce et d'affaires généralement;

Acquérir, par achat ou autrement, tout ou partie de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et s'associer avec telles personnes, sociétés ou compagnies pour des entreprises et en vue de profits commun;

Vendre ou autrement disposer de tout ou partie des affaires et biens de la compagnie, aux conditions que la compagnie jugera convenable;

Prendre, accepter en paiement ou autrement acquérir, vendre ou autrement concéder des actions ou autres valeurs ou biens de toutes compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par l'émission et la distribution d'actions acquittées de son capital-social, toutes dettes ou réclamations contre la compagnie, pour tous biens ou droits acquis ou possédés par elle, et pour tous services à elle rendus ou à être rendus de quelque manière que ce soit;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou autrement, tous biens ou propriétés de la compagnie, et en particulier des actions ou autres valeurs de toute autre compagnie et appartenant à la présente compagnie;

Faire toutes et chacune des opérations et choses ci-dessus comme principaux ou comme agents

otherwise lands and lots, divide and subdivide the same and to acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings, and generally all kinds of moveable and immoveable properties, rights and privileges and to pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise, and to sell, lease or dispose of the same in any manner whatsoever;

To grant on ground rent, emphyteutic lease the immoveable property of the company;

To issue common shares as well as bonds, debentures or obligations with hypothecary security or otherwise;

To do all acts and exercise all the powers granted by the Companies' Act in so far as it may be deemed necessary or suitable for the said purposes;

To acquire or hold interests or shares in other incorporated companies and to dispose of the same, under the name of "Lévesque & St-Jean & Compagnie, Incorporée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Hull, district of Ottawa.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1694

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of April, 1914, incorporating Messrs. Joseph Edouard Champagne, accountant; Albert Lafrenière, agent; Roméo Lafrenière, commercial traveler; Joseph Eudore Marier, advocate, and Ernest Charette, accountant; of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal in real state and immoveable property, and to carry on generally the business of a real estate company;

To carry on the business of real estate agents, insurance agents, brokers and commercial and business agents in general;

To acquire by purchase or otherwise, the whole or part of the assets of any person, firm or company, carrying on a business similar to that of the present company and to enter into partnership with such persons, firms, or companies in any undertaking and with a view of common profits;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the business and property of the company, on such conditions as the company may deem proper;

To take, accept in payment or otherwise acquire, sell or otherwise convey shares or other securities or property of any company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To pay with bonds or other securities or property of the company, or by the issue and distribution of paid up and non-assessable shares of its capital stock, for any debts or claims against the company, for any property or rights acquired or held by the company and for any services rendered or to be rendered in any manner whatever to the company;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind or otherwise, any assets or property of the company, and in particular shares or other securities of any other company belonging to the present company;

To carry on all or any of the above businesses and to do all and any of the above things as prin-

entrepreneurs ou autrement, sous le nom de "J. E. Champagne & Cie, incorporée", avec un capital de cent quarante-cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en quatorze cent cinquante (1450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1603 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six avril 1914, constituant en corporation MM. Séverin Zabulon Côté, inspecteur d'assurance; Elzéar Auguste Côté, avocat; Auguste Tessier, avocat; Louis Philippe Martin, opticien; Louis Thomas Lavoie, chirurgien-dentiste, de Rimouski, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'imprimeur et éditeur de journaux, ouvrages périodiques et autres publications dans toute la province de Québec; exercer dans toute la dite province l'industrie d'imprimeur, graveur, lithographe et relieur en général, dans toutes ses parties;

Acquérir des biens meubles et immeubles dans le but d'exercer la dite industrie; louer, en tout ou en partie, les dits biens meubles et immeubles, vendre, aliéner, louer ou engager en tout ou en partie, les dits biens meubles et immeubles, le tout à tels termes et conditions que les directeurs pourront de temps à autre juger convenables;

Faire toutes choses nécessaires à l'entretien, au changement et à la réparation des dits biens meubles et immeubles;

Donner et accepter des bons et autres actes ou valeurs pour le paiement ou pour la garantie de tout argent dû par ou à la compagnie;

Emettre des bons et obligations de la compagnie, aux termes et conditions que les directeurs pourront juger convenables;

Exercer tous autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement légitime et convenable des objets et obligations de la compagnie et pour l'exploitation de la dite industrie, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Germain de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1645 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1914, constituant en corporation MM. Charles Auguste Walker, gérant; Joseph Alfred Masse, préposé aux vins; Francis Holliday, cuisinier; William Frederick Owden, maître d'hôtel, et Napoléon Jodoin, chef, de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, affermer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et leurs successeurs sous aucun titre légal, détenir et posséder comme locataires ou propriétaires respectivement tout terrain ou bâtisses, propriétés immobilières ou mobilières dans la province de Québec aux fins

cipals or agents, contractors or otherwise, under the name of "J. E. Champagne & Cie, incorporée" with a capital stock of one hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into one thousand four hundred and fifty (1,450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1604 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1914, incorporating Messrs. Severin Zabulon Côté, insurance inspector; Elzéar Auguste Côté, advocate; Auguste Tessier, advocate; Louis Philippe Martin, optician; Louis Thomas Lavoie, surgeon-dentist, of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of printers and publishers of newspapers, periodicals and other publications in the whole of the province of Quebec; to carry on generally in the whole of the said province, the business of printers, engravers, lithographers and binders in all its branches;

To acquire moveable and immoveable property for the purpose of carrying on the aforesaid businesses, to lease in whole or in part the said moveable and immoveable property, sell, alienate, hire or pledge the same in whole or in part, the whole upon such terms and conditions as the directors may from time to time deem convenient;

To do all such things as may be necessary for the maintenance, altering and repair of the said moveable and immoveable property;

To give and accept bonds and other instruments and securities for the payment of or as security for any monies due by or to the company;

To issue bonds and obligations of the company upon such terms and conditions as the directors may determine;

To exercise all other powers which may be necessary for the lawful and convenient carrying out of the objects and obligations of the company and the carrying on of the said business, under the name of "La Compagnie d'Imprimerie Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Germain de Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1646 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nine of April, 1914, incorporating Messrs. Charles Augustin Walker, manager; Joseph Alfred Masse, wine-clerk; Francis Holliday, cook; William Frederick Owden, steward, and Napoléon Jodoin, chef, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the province of Quebec for the purpose of carrying

27 AVR 1914

d'exploiter des pensions et des garnis ou des maisons de rapport, auberges, tavernes, débits et magasins de cigares, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, hôtelleries, restaurants licenciés, cafés et buvettes sujets aux lois et règlements de la province de Québec et à ceux de la municipalité où tels établissements seront situés, des buffets, sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce actuellement exploité par William Walker, rue Notre-Dame-Ouest, dans la ville de Montréal, province de Québec, et les payer en tout ou en partie avec des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs, et les vendre, les échanger, les affermer ou en disposer autrement;

Agir comme pourvoyeurs, contrôler par achat, affermage ou autrement, toutes concessions, sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les affermer ou en disposer autrement pour de l'argent ou autre considération;

Acheter, affermer ou acquérir autrement en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâties, la machinerie, le fonds de commerce, la clientèle et les biens en général de tel commerce, assumer en tout ou en partie le passif de tel commerce et le payer, en tout ou en partie avec des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs;

Acquérir, détenir, affermer, vendre, échanger du stock, des obligations, débetures, valeurs ou actions de toute compagnie exploitant tout commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ou en disposer autrement;

Agir comme agents de manufactures, pour la vente en gros et en détail, de tabacs, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bières, ales, liqueurs et mélanges, spiritueux ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Prendre et détenir des garanties, hypothèques, gages ou charges pour assurer le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent ou en espèces parmi les actionnaires, tous biens de la compagnie et prêter ou placer autrement, de temps à autre, le surplus des fonds de la compagnie;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires tout courtier, agent ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes débetures, obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes dépenses se rapportant à la formation, l'enregistrement et l'annonce de la compagnie relativement à l'avancement de la compagnie ou à la conduite de ses affaires;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira capable d'être exercé en rapport avec son commerce, ou directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des droits ou biens de la compagnie ou les rendre plus profitables, sous le nom de "Walkers Limited", avec un capital actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

on the business of boarding and lodging houses or apartment houses, road-houses, public-houses, shoe shining parlors, news-stands, cigar stands and stores, hotel keepers, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the province of Quebec, and the municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations, on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by William Walker, 89, Notre Dame street West, in the city of Montreal, province of Quebec, and to pay for same wholly or in part in fully paid up and non assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of the same.

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concessions on land or on water, serviceable to the interest of the company, and to sell, lease, or otherwise dispose of the same for cash or otherwise.

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, good-will, and assets generally of such business, and to assume in whole or in part the liabilities of any such business, and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To acquire, hold, lease, sell, exchange or otherwise dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and compounds, whether spirituous or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the shareholders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus funds of the company from time to time;

To remunerate with the consent of the shareholders, any broker, agent or company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any debentures, bonds, shares or other securities of the company;

To pay out of the funds of the company all expenses of or incidental to the formation, registration and advertising of the company, in or about the promotion of the company or the conduct of its business;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property, under the name of "Walkers Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1643 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1914, constituant en corporation MM. Joseph Alfred Paul, commis; René Paul, entrepreneur; Arthur Panneton et Georges Duclos, courtiers; Blanche Goyer, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et exercer l'industrie d'hôtels, maîtres de pension et de logement, restaurateurs, cafetiers, buvetiers et débitants de liqueurs alcooliques ou de tempérance, ainsi que toutes autres industries du même genre; le tout sujet aux dispositions et prescriptions de la loi des licences et des règlements municipaux;

Acquérir toute industrie analogue ou tous intérêts dans des compagnies ou corporations faisant le même genre d'affaires et en effectuer le paiement en argent ou au moyen d'obligations ou de parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "Compagnie Paul Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1605 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du onze avril 1914, à la compagnie "Canadian Natural Gas Company", lui accordant, sous l'autorité de la loi 49-50 Vict., ch. 74, amendé par 51-52 Vict., ch. 50 (arts. 6239 à 6244 S. R. Q., 1909), pour une période de dix années, le privilège exclusif de recherches et d'exploitation des gaz naturels dans les deux comtés de Richelieu et Saint-Hyacinthe, moins cependant sur les 12,966 acres déjà sous permis d'exploitation, dans le comté de Saint-Hyacinthe, aux noms de MM. B. F. Stapleton et Arthur Ryan.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1697 2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS.

La formation d'une société charitable sous le nom de "Legal Aid Society of Greater Montreal", dans le but de promouvoir les mesures dans les limites de la loi du Barreau pour la protection légale de tous ceux qui peuvent en paraître dignes et qui sont incapables d'obtenir de l'assistance ailleurs; tout avocat rendant des services aura droit à ses honoraires et charges usuels tel que stipulé par la loi du Barreau, a été autorisée par autorité en conseil en date du 3 avril 1914.

Le bureau principal de la société est dans la ville de Montréal.

Donné en vertu du paragraphe 4 de l'article 6896 S. R. P. Q., 1909, ce septième jour d'avril 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P.Q.
Branches des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 1591 2

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1644 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of April, 1914, incorporating Messrs. Joseph Alfred Paul, clerk; René Paul, contractor; Arthur Panneton and Georges Duclos, brokers; Blanche Goyer, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of keepers of hotels, boarding and lodging houses, restaurants, cafés, bars, and dealers in alcoholic liquors and temperance drinks, and to carry on any other business of a like nature; the whole subject to the provisions and regulations of the License Act and municipal by-laws;

To acquire any other similar business, or any interests in any companies or corporations carrying on the same kind of business and to pay therefore in cash or with bonds or paid up shares of the company, under the name of "Compagnie Paul Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1606 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1914, to the Canadian Natural Gas Company, granting it under the authority of the act 49-50 Vict., chap. 74, amended by 51-52 Vict., chap. 50 (articles 6239 to 6244 R. S. Q., 1909), for a period of ten years the exclusive privilege to prospect for and exploit natural gases within the two counties of Richelieu and Saint-Hyacinthe, save and except the 12,966 acres in the county of Saint-Hyacinthe, under permit in favor of Messrs. B. F. Stapleton and Arthur Ryan.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1698 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

The formation of a charitable association under the name of the "Legal Aid Society of Greater Montreal", for the purpose of promoting measures within the limits of the Bar Act for the legal protection of all who may appear worthy thereof and who are unable to procure assistance elsewhere; every advocate rendering services to be entitled to his usual fees and charges as provided by the Bar Act, has been authorized by order in Council dated the 3rd April, 1914.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this seventh day of April, 1914.

For the treasurer of the province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 1592

PROVINCE DE QUEBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

Québec, 11 avril 1914.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S. R. P. Q., 1909, des permis de coupe de bois seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, comme suit:

Pour les terres publiques ci-après désignées, le mardi, 11 août 1914, à dix heures de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur

Désignation des terres. Superficie en mille carrés
Bassin de la rivière Ottawa:

Canton Montanier, est.....	50
" Surimau, ouest.....	50
" Béraud, ouest.....	50
" Chabert, est.....	50
" Landanet, ouest.....	50

Bassin de la rivière Harricana:

Canton Surimau, est.....	50
" Fournière.....	100
" Dubuisson, nord ouest.....	41
" Varsan.....	100
" Malartic.....	100
" Bourlamaque.....	75
" Senneville, est.....	50
" Sabourin, Nord.....	55

Bassin de la rivière Bell:

Canton Pascalis.....	100
" Louvicourt.....	95
" Marrias.....	60
" Tillemont.....	100
" Vauquelin.....	25

Ottawa Inférieur

Rawdon et Chertsey.....	16
-------------------------	----

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Petite-Pérignonka.....	125
" Alex.....	137½
Rivières Pérignonka et Serpent.....	769½

Lac Saint-Jean Est

Haut de la rivière aux Ecorces.....	141
Grande Rivière Pikauba.....	90
Rivières du Moulin et Cyriac No 1.....	21
" " " " No 2.....	38
Haut de la rivière Ha! Ha!.....	23
Anse Saint-Jean A.....	6 3¼
Anse Saint-Jean B.....	5½
Canton Bourget No 2.....	20
" Simard No 2.....	10
" Harvey No 2.....	4
" Cimon No 2.....	1
" Sagard.....	20
" Falardeau No 61.....	9

Vallée de la Matapédia

Canton Causapsal.....	3½
-----------------------	----

Saint-Laurent de Matapédia

Rivière Assemetquagan.....	222
Petite rivière, Branche est, bloc A.....	13
Ruisseau Flat Lands No 2.....	3 3¼

Rimouski Ouest

Haut de la rivière Mistigouèche.....	45
--------------------------------------	----

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS AND FOREST

Quebec, 11th April, 1914.

In conformity with articles 1623-1624 and 1625, of S. R. P. Q., 1909, permits to cut timber, will be offered at public auction, at the Department of Land and Forests, Quebec, as follows:

For the undermentioned public lands, on Tuesday, the 11th August 1914, at 10 o'clock, a. m.

Upper Ottawa

Designation of lands. Area in Square Miles.
River Ottawa Basin:

Township Montanier, east.....	50
" Surimau, west.....	50
" Berand, west.....	50
" Chabert, east.....	50
" Landanet, west.....	50

River Harricana Basin:

Township Suriman, east.....	50
" Fournier.....	100
" Dubuisson, north west.....	41
" Varsan.....	100
" Malartic.....	100
" Bourlamaque.....	75
" Senneville, east.....	50
" Sabourin, north.....	55

River Bell Basin:

Township Pascalis.....	100
" Louvicourt.....	95
" Marrias.....	60
" Tillemont.....	100
" Vauquelin.....	25

Lower Ottawa

Rawdon and Chersey.....	16
-------------------------	----

Lake St-John West

River Petite Pérignonka.....	125
River Alex.....	137½
Rivers Perignonka and Serpent.....	769½

Lake St-John East

Upper River aux Ecorces.....	141
Grand River Pikauba.....	90
Rivers du Moulin and Cyriac No. 1.....	21
" " " " No. 2.....	38
Upper River Ha! Ha!.....	23
Anse St-Jean A.....	6 3¼
Anse St-Jean B.....	5½
Townships Bourget, No. 2.....	20
" Simard, No. 2.....	10
" Harvey, No. 2.....	4
" Cimon, No. 2.....	1
" Falardeau, No. 61.....	9
" Sagard.....	20

Matapedia Valley

Township Causapsal.....	3½
-------------------------	----

St-Laurent of Matapedia

River Assemetquagan.....	222
Little River, east branch.....	13
Flats Lands Brook, No. 2.....	3 3¼

Rimouski West

Upper River Mistigouèche.....	45
-------------------------------	----

Gaspé Ouest

Canton Taschereau.....	11½
" Cap Chat, rivière Sainte-Anne...	22½3
" Tourelle, ruisseau Castor.....	11½3
" Duchesnay, ruisseau Arbour.....	21¼4
" Duchesnay, rivière Marsouins A...	51½
" Christie, rivière Marsouins, B.....	41½
" Christie, rivière à la Martre.....	3
" Christie, ruisseau Vallée.....	6

Bonaventure Ouest

Canton Carleton, rangs 3 à 7.....	10 1½3
Rivière Escuminac No 7.....	6

Et pour les terres ci après désignées, le mardi, 20 octobre, 1914, à dix heures de l'avant-midi.

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Samagua.....	287½
" au Rat.....	902
" Mistassibi.....	1287½

Lac Saint-Jean Nord-Ouest

Rivière Ashuapmouchouan.....	526
Rivières Ashuapmouchouan et du Chef..	2089

Conditions de l'enchère

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

La prime d'adjudication est payable en trois versements égaux: le premier comptant, les deux ième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1914-1915 est payable comptant.

Le gouvernement se réserve le droit de disposer, dans le territoire sous permis, des terrains nécessaires à l'exploitation et au développement, soit directement ou par dérivation, des pouvoirs hydrauliques.

Les concessionnaires de permis, dans les bassins des rivières au Rat, Mistassibi et Ashuapmouchouan devront, dans un délai de trois ans, fabriquer dans la Province de Québec, de la pulpe ou du papier avec le bois provenant de leurs terrains respectifs, en proportion de 5 tonnes par jour par 100 milles carrés et à cette fin pourront affermer les pouvoirs hydrauliques de ces rivières aux conditions ordinaires.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir compatibles avec les conditions spéciales ici imposées.

Pour tout autre renseignement s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

JULES ALLARD,
1539 3 Ministre des Terres et Forêts.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Michel de Bellechasse", dans le comté de Bellechasse, s'est conformé aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que soixante-quatorze souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscriptions pour la somme de cent un mille quatre cents piastres (\$101,400.00), est consti-

Gaspé West.

Township Taschereau.....	11½
" Cap Chat, River Ste-Anne.....	22½3
" Tourelle, Beaver Brook.....	11½3
" Duchesnay Arbour Brook...	21¼4
" Duchesnay, Riv. Marsouins A.....	51½
" Christie, Riv. Marsouins B.....	41½
" Christie, Riv. à la Martre ..	3
" Christie, Vallee Brook ...	6

Bonaventure West

Township Carleton, ranges 3 to 7.....	10 1½3
River Escuminac, No. 7.....	6

And the undermentioned lands, on Tuesday, the 20th October, 1914, at ten o'clock, a. m.

Lake St-John West

River Samagua.....	287½
" Mistassibi.....	1287½
" au Rat.....	902

Lake St-John North West

River Ashuapmouchouan.....	526
Riv. Ashuapmouchouan and du Chef..	2089

Conditions of the Auction

Permits will be adjudged to highest bidder.

The price of adjudication is payable in three equal instalments; the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1914-15, is payable in advance.

The Government reserves the right to dispose, in the territory under permit, of the lands required for the exploitation and development, directly or by diversion, of the water power.

The grantees of permits, in the Basins of rivers au Rat, Mistassibi and Ashuapmouchouan, shall, within a delay of three (3) years, manufacture in the Province of Quebec, with the timber taken from their respective lands, pulp or paper in the proportion of five (5) tons per day per 100 square miles, and to this end may acquire the water powers of these rivers on the usual conditions.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force, or to be enacted in future consistent with the special condition now imposed.

Further informations may be obtained from the Department of Lands and Forest, at Quebec.

JULES ALLARD,
1540 Minister of Lands and Forests.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Michel de Bellechasse", in the county of Bellechasse, having complied with the provisions of the Quebec insurance Act, and that seventy four subscribers having signed their names in the subscription book to the amount of one hundred and one thousand four hundred dollars (\$101,400.00), is consti-

tituée en corps politique et incorporée en vertu des articles 6886, et suivant du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à St-Michel, ce vingtième jour d'avril mil neuf cent quatorze.

JULES BOURGET,
Président.

DAVID ROY,
Secrétaire.

1751

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 258.

Dame Saaeby Shatilla, épouse commune en biens de Elais Saber, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 avril 1914. 1637 2

Province de Québec, district de Montréal.—
Cour supérieure, No 3071.—Dame Marie-Antoinette Morand, épouse commune en biens de Napoléon Leduc, entrepreneur, tous deux de la ville de Saint-Pierre-aux-Liens, district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 14 avril 1914.—LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE, avocats de la demanderesse. 1675

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Chicoutimi,
No 4407.

Dame Sophie Menard, épouse de Gédéon Bergeron, de Chicoutimi, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Gédéon Bergeron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de mars 1914.

L. P. GIRARD,
Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 26 mars 1914. 1391.4

Cour Supérieure.

District de Roberval,
No 255.

Dame Albertine Belley, épouse commune en biens de Arthur Gagnon, commerçant, de Hébertville Station, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 22 mars 1914.

ELZEAR LEVESQUE,
Procureur de la demanderesse.

Roberval, 1er avril 1914. 1511 3

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe,
No. 37.

Dame Eva Chicoine, de Saint-Damase, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Joseph-François-Xavier Beauregard, son époux, marchand, du même lieu.

WILFRID CHICOINE,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 21 mars 1914. 1357.5

tuted a body politic and corporate in virtue of articles 6886 and following the sub paragraph 2, paragraph VI, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, at Saint Michel, this twentieth day of April, one thousand nine hundred and fourteen.

JULES BOURGET,
President.

DAVID ROY,
Secretary.

1752

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 258.

Dame Saaeby Shatilla, wife common as to property of Elais Saber, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th April, 1914. 1638

Province of Quebec, district of Montreal.—
Superior court, No. 3071.—Dame Marie-Antoinette Morand, wife common as to property of Napoléon Leduc, contractor, both of the town of Saint Pierre aux Liens, district of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 14th of April, 1914.—LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE, attorneys for the plaintiff. 21676

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Chicoutimi,
No. 4407.

Dame Sophie Menard, of Chicoutimi, wife of Gedeon Bergeron, of same place, merchant, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff;

vs.

The said Gedeon Bergeron, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case the 3rd day of March, 1914.

L. P. GIRARD,
Attorney for the Plaintiff.

Chicoutimi, 26th March, 1914. 1392

Superior Court.

District of Roberval,
No. 455.

Dame Albertine Belley, wife common as to property of Arthur Gagnon, trader, of Hébertville Station, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 28th of March, 1914.

ELZEAR LEVESQUE,
Attorney for the plaintiff.

Roberval, 1st April, 1914. 1512

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe,
No. 37.

Dame Eva Chicoine, of Saint Damase, district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against Joseph François-Xavier Beauregard, her husband, merchant, of the same place.

WILFRID CHICOINE,
Attorney for Plaintiff.

Saint Hyacinthe, 21st March, 1914. 1358

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

Dame Mary Ellen Ryan, de Montréal, épouse de James McCormack, marchand, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens d'avec son mari.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Procureurs de Dame Mary E. Ryan.
Montréal, 20 mars 1914. 1341.5

No 1731. Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, Dame Belzima Deschênes, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Olivier Lalonde, contracteur, autrefois de Montréal, maintenant dans des lieux inconnus, Demanderesse, vs le dit Olivier Lalonde, Défendeur. Une action a été prise en séparation de corps et de biens contre le défendeur, le 18 mars courant. Le défendeur devant comparaître dans un mois, de la première insertion. Montréal, 23 mars 1914. BRODEUR, BERARD & BEAUDRY, avocats de la demanderesse.

1289.5

Avis

AVIS

Avis public est donné par le conseil de la ville de Roberval en vertu d'une résolution passée à sa séance du 6 avril 1914, qu'elle a l'intention de demander et qu'elle demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, d'être constituée en municipalité de ville, en vertu des dispositions de la loi des cités et villes dans la province de Québec, 3 Ed. VII, section 1, chap. 38 et ce par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à la loi.

1. Le nom de la municipalité projetée est "La ville de Roberval" dont les habitants formeront une corporation sous le nom de la ville de Roberval;

2. Les limites de la dite municipalité sont les mêmes que celles données dans le chapitre 71, section 8, 3 Ed. VII, Statuts de Québec, savoir les suivantes:

"Le territoire de la ville de Roberval pour les fins municipales et scolaires est borné comme suit: à l'est par le Lac Saint-Jean à une distance d'un mille du rivage, à la hauteur des eaux du 24 de juin; au nord par le milieu de la rivière Ouatchouanish, à partir des eaux du Lac Saint-Jean en suivant la dite rivière par le milieu jusqu'à la ligne entre les numéros 71 et 73 du cadastre, et se continuant par la dite ligne entre le numéro 71, appartenant à Idas Dufour, et le numéro 73, appartenant à Pierre Villeneuve jusqu'au côté ouest du chemin public; à l'ouest, par une ligne partant de la ligne entre les numéros 71 et 73, suivant le côté ouest du chemin public, jusqu'à l'intersection de la ligne, entre les numéros 70 et 71, de là, par la ligne entre les numéros 70 et 71 du cadastre, jusqu'à un point se trouvant à vingt arpents du trait carré du rang 1, canton Roberval; de là par une ligne droite traversant les lots portant les numéros primitifs 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, arrivant à un point de la ligne qui sépare les numéros 15 et 16, à une distance de vingt arpents du trait carré du rang 1, canton Roberval; au sud par la ligne séparant les lots portant les numéros primitifs 15 et 16, à partir du point susdit, jusqu'à une distance d'un mille

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Mary Ellen Ryan, of Montreal, wife of James McCormack, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property, against her husband.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Attorneys for Dame Mary E. Ryan.
Montreal, 20th March, 1914. 1342

No. 1731. Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. Dame Belzima Deschênes, of the city of Montreal, wife common as to property of Olivier Lalonde, contractor, heretofore of Montreal aforesaid, now absent of this province and in place unknown, Plaintiff; vs the said Olivier Lalonde, Defendant. An action in separation of bed and board has been taken against the defendant in this case, on the 18th of March instant. The defendant is ordered to appear in this case, within one month. Montreal, 23rd March 1914. BRODEUR, BERARD & BEAUDRY, Attorneys for plaintiff. 1290

Notice

NOTICE

Public notice is given by the council of the town of Roberval, in virtue of a resolution passed at a meeting of the said council, held on the 6th April, 1914, that it has the intention of applying and shall apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, to be erected into a town municipality pursuant to the provisions of the Cities and Towns' Act of the Province of Quebec, 3 Ed. VII, sect. 1, chap. 38 and that, by letters patents issued by the Lieutenant-Governor in Council, conformably to law:

1. The name of the proposed municipality to be: "Town of Roberval" the inhabitants of which shall form a corporation under the name of the "Town of Roberval";

2. The limits of the said municipality to be the same as those given in chapter 71, sect. 8, 3 Ed. VII, Statutes of Quebec, to wit, the following:

"The territory of the town of Roberval, for municipal and school purposes, is bounded as follows, to wit: on the east, by Lake Saint John for a distance of one mile from the shore from the water mark on the 24th June; on the north, by the middle of the river Ouatchouanish from the waters of Lake Saint John, following the said river along the middle thereof to the line between numbers 71 and 73 of the cadastre, and continuing on the said line between number 71, belonging to Idas Dufort, and number 73, belonging to Pierre Villeneuve, as far as the west side of the public highway; on the west, by a line starting from the line between numbers 71 and 73, following the west side of the public highway to the intersection of the line between numbers 70 and 71, thence by the line between numbers 70 and 71 of the cadastre, to a point 20 arpents from the rear line of the range 1 of the township of Roberval; thence by a straight line crossing the lots bearing the original numbers 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15, to a point on the line between lots 15 and 16, at a distance of 20 arpents from the rear line of range 1 of the township of Roberval; on the south, by the line dividing the lots, bearing the original numbers 15 and 16, from the aforesaid

dans les eaux du Lac Saint-Jean, en prenant pour base les eaux du vingt-quatre juin".

3. Le chiffre de population de la dite ville tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil de la ville actuelle de Roberval est de 1755 âmes;

4. La dite ville de Roberval sera érigée en ville sous l'empire de la loi des cités et villes, dans la province de Québec;

5. Une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission de lettres-patentes, aux fins des présentes sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil suivant la loi.

ARTHUR DuTREMBLAY,
Maire.

ADJ. BOUCHARD,
Secrétaire-trésorier.

L. G. BELLEY, avocat,
Procureur de la requérante.
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 8 avril 1914.

1585 3

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
REGLEMENT décrétant le changement du siège principal des affaires de la "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée,"

Résolu:

Proposé par Théophile Carrier, appuyé par Joseph Carrier:

Qu'il est expédient de changer le siège principal des affaires de la "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec, Limitée."

En conséquence, les actionnaires de la "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée", décrètent ce qui suit:

Le siège principal des affaires de la "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée", est par le présent transféré à Lévis, au bureau de Ernest Roy, surintendant de la Metropolitan Life Insurance Company, aux coins des rues Côte du Passage et Wolfe, en la ville de Lévis.

Daté à Lévis, ce sixième jour d'avril 1914.

(Signé) N. H. GILBERT,
Président.

Je soussigné, secrétaire de la "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée," certifie par les présentes que le règlement ci-dessus changeant le siège principal des affaires de la dite Compagnie, a été soumis, le sixième jour du mois d'avril 1914, et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Lévis, ce sixième jour d'avril 1914.

ERNEST ROY,
Secrétaire de la compagnie.

1745

point to a distance of one mile in the waters of Lake Saint John, taking as a basis the waters of the 24th June";

3. The number of inhabitants of the said town, as established by a census ordered by the council of the present town of Roberval, amounts to 1775 souls;

4. The said town of Roberval to be erected into a town, under the Cities and Towns' Act of the Province of Quebec;

5. A petition to the Lieutenant Governor in council, praying for the issue of letters patent for the purposes hereof, shall be presented to the Lieutenant Governor in Council, according to law.

ARTHUR DuTREMBLAY,
Mayor.

ADJ. BOUCHARD,
Secretary-treasurer

L. G. BELLEY, advocate,
Attorney for the petitioner.
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 8th April, 1914.

1586

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
BY LAW changing the head office of the "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée."

Be it enacted:

Moved by Theophile Carrier, seconded by Joseph Carrier:

That it is expedient to change the head office of the "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée".

Therefore the shareholders of the "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée", enact as follows:

The head office of the business of the "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée" is hereby transferred at Lévis, at the office of Ernest Roy, superintendant of the Metropolitan Life Insurance Company "at the corner of Côte du Passage and Wolfe streets, in the town of Lévis.

Dated at Lévis, this sixth day of April, 1914.

(Signed) N. H. GILBERT,
President.

I, the undersigned, secretary of the "Compagnie Immobilière Lauzon & Québec Limitée", do hereby notify that the above by-law changing the head office of the said company was submitted on the sixth day of the month of April, 1914, and approved by the vote of the shareholders, representing two-third in value of the capital stock, at a special general meeting, duly convened for that purpose.

Dated at Lévis, this sixth day of April 1914.

ERNEST ROY,
Secretary of the company.

1746

Resolution

Province de Québec,
Comté de Maskinongé.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par moi, Joseph Adrien Coutu, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Maskinongé, que le conseil de cette municipalité, à sa session générale du onze mars mil neuf cent quatorze, a passé une résolution érigeant en municipalité sous le nom de "Municipalité des Cantons Unis de Masson et Laviolette, le territoire suivant: le canton Masson et les lots numéros un à dix, inclusivement, des rangs un et deux, du cadastre du dit canton Laviolette.

Laquelle résolution a été approuvée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du trois avril courant.

Donné à Louiseville, ce 16 avril 1914.

1729 J. A. COUTU,
Secrétaire-trésorier C. M. C. M.

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Mde J. F. Villeneuve, Montréal,

Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable ci-dessus nommée a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que nous avons été nommés gardiens provisoires aux biens de la dite insolvable.

MICHAUD & DESROSIERS,

Gardiens provisoires.

Bureau de Michaud & Desrosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, Saint-François-Xavier.
Montréal, 25 mars 1914. 1701

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 83.

In re John Rosenberg (John Rosenberg & Co.),
Montréal, Insolvable.

Avis est donné que le 16 avril 1914, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 avril 1914. 1793

Resolution

Province of Quebec,
County of Maskinonge.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned, Joseph Adrien Coutu, secretary treasurer of the municipal council of the county of Maskinongé, that the council of the aforesaid municipality, at its general session of the eleventh day of March, one thousand nine hundred and fourteen, has passed a resolution erecting into a municipality under the name of "Municipality of the United Township of Masson and Laviolette", the following territory: the township Masson and the lots numbers one to ten inclusively, of ranges one and two of the cadastre of the said township Laviolette.

Said resolution having been approved by an order of the Lieutenant Governor in council, bearing date the third day of April instant.

Given at Louiseville, this sixteenth day of April, 1914.

1730 J. A. COUTU,
Secretary treasurer M. C. C. M.

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Mrs. J. F. Villeneuve, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, and that we have been appointed provisional guardians to the property of the aforesaid.

MICHAUD & DESROSIERS,

Provisional guardians.

Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants and liquidators,
55, Saint François Xavier.
Montreal, 25th March, 1914. 1702

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 83.

In re John Rosenberg (J. Rosenberg & Co.),
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 16th April, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 25th April, 1914. 1794

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Lyman E. Shorey, Montréal,

Insolvable.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 11 mai 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint Jacques.
Montréal, 25 avril 1914. 1789

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.
No 5534.

Re Albert Sylvestre, Failli.

Avis est par le présent donné à tous les intéressés qu'un bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, et sera payable à mon bureau, le onze de mai prochain.

J. B. T. LAFRENIERE,
Curateur.
Sorel, 18 avril 1914. 1781

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 96.

In re Myers & Zimmerman, Montréal, Faillis.

Avis est donné que le 16 avril 1914, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 avril 1914. 1791

Canada. Province de Québec. District de Saint-François. Cour Supérieure. No 185. *Re* Dame Eliza Couture, marchande, de Lac Mégantic, Insolvable. Avis est par les présentes donné que la dite insolvable a, le septième jour d'avril 1914, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. A. COURVILLE,
Gardien provisoire.
1833

District de Québec.

Dans l'affaire de S. Bouchard & Cie, marchands, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 avril 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu, Québec.
Québec, 22 avril 1914. 1831

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Lyman E. Shorey, Montreal,

Insolvent.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 11th May, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

R. F. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 25th April, 1914. 1790

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 5534.

Re Albert Sylvestre, Insolvent.

Notice is hereby given to all parties concerned, that a dividend sheet has been prepared in this matter, which will be payable at my office, on the eleventh of May next.

J. B. T. LAFRENIERE,
Curator.
Sorel, 18th April, 1914. 1782

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 96.

In re Myers & Zimmerman, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 16th April, 1914, by order of the superior court, we were appointed curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curator.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 25th April, 1914. 1792

Canada. Province of Quebec. District of Saint Francis. Superior Court. No. 185. *Re* Dame Eliza Couture, merchant, insolvent. Notice is hereby given that the above named insolvent has, the seventh day of April, 1914, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors.

J. A. COURVILLE,
Provisional guardian.
1834

District of Quebec.

In the matter of S. Bouchard & Co., merchants, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated the 17th April, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Building, Quebec.
Quebec, 22nd April, 1914. 1832

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Arsène Chrest,

Failli;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, le 18^e jour d'avril courant, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 21 avril 1914.

1787

Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé curateur dans l'affaire de Arthur Arsenault, de Saint-Gervais, marchand.

Les créanciers sont requis de me produire leurs réclamations d'ici à trente jours.

R. ERNEST LEFEBVRE,

Curateur.

Québec, 17 avril 1914.

1725

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

No 4085.

In re La Banque Molson, Requérante;
et

The Battle Island Paper Co.,

Mise en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, en date du 16 avril courant, nous avons été nommés liquidateurs aux biens de cette Cie.

Avis est aussi donné par la même ordonnance que: MM. Geo. F. Gibsons, de Québec, conseil du Roi, Edouard C. Pratt, gérant général de la Banque Molson à Montréal, M. Goodhue, de Sherbrooke, gérant de la Eastern Townships Lumber Co., et F. A. Gauthier, de Chicoutimi, gérant de la Banque Nationale, ont été nommés inspecteurs.

J. E. HOUSEMAN,

GEO. ST-PIERRE,

Liquidateurs.

Chicoutimi, 16 avril 1914.

1737

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

Re Delphis Cardin, boulanger, de la ville de Sorel,
Failli.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

PAUL L. TURGEON,

Gardien provisoire.

Montréal, 16 avril 1914.

1727

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 97.

In re Thomas Ogle Sinclair, "The Scotia Engineering Works", Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19^e jour de mai 1914, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WILLIAM T. HOOD,

Curateur.

Bureau du curateur:

Edifice "Merchants' Bank",

205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 16 avril 1914.

1703

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Arsène Charest,

Insolvent;

and

Alexandre Desmarteau,

Curator.

Notice is hereby given that, by an order of this court, I was, on the 18th day of April instant, appointed curator to the estate of the said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within 30 days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre-Dame East, Montreal.

Montreal, 21st April, 1914.

1788

Notice is hereby given that the undersigned was appointed curator in the matter of Arthur Arsenault, of Saint Gervais, merchant.

Creditors are requested to file their claims with me within thirty days.

ERNEST R. LEFEBVRE,

Curator.

Quebec, 17th April, 1914.

1726

Superior Court.—Chicoutimi.

No. 4085.

In re La Banque Molson,
and

Plaintiff ;

The Battle Island Paper Co.,

In liquidation.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of this court, we have been appointed liquidators to the estate of the said company.

Notice is also given that, by the same judgment that: Messrs. Geo. F. Gibsons, of Quebec, King's Counsel, Edouard C. Pratt, general manager of the Molson Bank at Montreal, M. Goodhue, from Sherbrooke, manager of the Eastern Township Lumber Co., and F. A. Gauthier, from Chicoutimi, manager of La Banque Nationale, have been appointed inspectors.

J. H. HOUSEMAN,

GEO. ST-PIERRE,

Liquidators.

Chicoutimi, 16th April, 1914.

1738

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

Re Delphis Cardin, baker, of the town of Sorel,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

PAUL L. TURGEON,

Provisional guardian.

Montreal, 16th April, 1914.

1728

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 97.

In re Thomas Ogle Sinclair, "The Scotia Engineering Works", Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 19th day of May, 1914, after which date the dividends will be payable at my office.

WILLIAM T. HOOD,

Curator.

Office of the curator:

Merchants' Bank Building,

205, Saint James street.

Montreal, 16th April, 1914.

1704

Licitations

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal
No 950.

Exilia Poulin, épouse commune en biens de Eugène Lamonde, des cité et district de Montréal,
152, Dorchester-Est, Demanderesse;

vs

Eugène Lamonde, journalier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 6e jour d'avril 1914, dans la présente cause, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

Les droits et intérêts des parties en cette cause, consistant:

1. En deux promesses de vente de certains emplacements situés dans le quartier d'Ahunsiac, formant partie des lots Nos 268 et 269 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, et étant les subdivisions Nos 363, 364, 365, 366, 367, 368 et 369 du lot No 268, et les subdivisions Nos 417, 418, 419, 420, 426, 427, 428, 429 du lot No 269—sans bâtisses.

2. Deux lots de terre ou emplacements situés sur la rue Désery, dans la quartier Hochelaga, cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros vingt-deux et vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-deux (52, 22 et 23), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—sans bâtisses.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère séparément et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de MAI prochain (1914), à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, chambre No 31, au palais de justice, en la cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

McAVOY & GOYETTE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 avril 1914. 1667 2
[Première publication, 18 avril 1914].

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.
No 2531.

F. X. Lefort, fils, Demandeur;

vs

Dame Frésildé Lefort & vir, Défenderesse.

Avis est donné en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Valleyfield, pour le district de Beauharnois, le huitième jour d'avril 1914, dans une cause dans laquelle François Xavier Lefort, fils, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, est demandeur; et Dame Frésildé Lefort, de la cité de Salaberry de Valleyfield, épouse séparée de biens de Adolphe Napoléon Tisseur, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, est défenderesse, ordonnant la

Licitations

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 950.

Exilia Poulin, wife common as to property of Eugène Lamonde, of the city and district of Montreal, 152, Dorchester East, Plaintiff;

vs

Eugène Lamonde, laborer, of the city and district of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 6th day of April, 1914, in the present cause, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

The rights and interests of the parties in this cause, consisting:

1. In two promises of sale of certain emplacements situate in Ahunsiac ward, forming part of the lots Nos 268 and 269, of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, and being the subdivisions Nos 363, 364, 365, 366, 367, 368 and 369 of the lot No. 268 and the subdivisions Nos 417, 418, 419, 420, 426, 427, 428, 429 of the lot No. 269—without buildings.

2. Two lots of land or emplacements situate on Desery street, in Hochelaga ward, city of Montreal, known and designated under the numbers twenty-two and twenty-three, of the official subdivision of the lot number fifty-two (52, 22 and 23) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—without buildings.

The immoveables hereinabove described will be put up to auction separately and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTIETH day of MAY next (1914), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, in the court house, of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary office of the said court; and any oppositions to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary office of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudications; and oppositions for payment shall be filed during six days after the adjudication, and being the parties in default of filing said oppositions in the delays mentioned in these presents, they will be foreclosed from so doing.

McAVOY & GOYETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th April, 1914. 1668
[First published, 18th April, 1914.]

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.
No. 2531.

F. X. Lefort, Jr., Plaintiff;

vs

Dame Frésildé Lefort & vir, Defendant.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court sitting at Valleyfield, for the district of Beauharnois, on the eight day of April, 1914, in a cause in which François Xavier Lefort, Jr., of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois is plaintiff; and Dame Frésildé Lefort, of the city of Salaberry de Valleyfield, wife separate as to property of Adolphe Napoléon Tisseur, of the same place, and the latter a party hereto to authorize his said wife, is defendant, ordering the licitation of

licitation des immeubles suivants, désignés comme suit, savoir:

1. Un immeuble connu et désigné sous le No quatre-vingt-douze-cent-cinquante (92-150), du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile—avec bâtisses dessus construites.

2. Un autre immeuble connu et désigné sous les Nos quatre-vingt-douze cent soixante-dix-huit (92-178), quatre-vingt-douze cent soixante-dix-neuf (92-179), quatre-vingt-douze cent quatre-vingt (92-180), du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile—avec bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI 1914, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, devant la cour supérieure pour le district de Beauharnois, dans la salle d'audience, au palais de justice en la cité de Salaberry de Valleyfield; sujets aux charges et clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication des dits immeubles et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

V. A. LEGAULT,

Avocat du demandeur.

Valleyfield, 8 avril 1914. 1629 2
[Première publication, 18 avril 1914.]

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.

No 2532.

L. J. H. Langevin,

Demandeur;

vs

Angèle Larivière et al, Défendeurs.

Avis est donné en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Valleyfield pour le district de Beauharnois, le Sième jour d'avril 1914, dans une cause dans laquelle L. J. Hugues Langevin, comptable, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, est demandeur; et Angèle Larivière, de Lachute, district de Terrebonne, veuve de feu Jean-Bte Denault, en son vivant, du même lieu, Joseph Desjardins, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, en sa qualité de tuteur à son fils mineur Delvida Desjardins, Zoé Larivière, fille majeure et usant de ses droits, George Larivière, tous deux des cité et district de Montréal, Malvina Larivière, des cité et district de Montréal, épouse de Roderigue Valiquette, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Marie Larivière, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Julien McSween, du même lieu et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Félexina Larivière, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse de Théode Poirier, du même lieu et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, désigné comme suit, savoir:

1. Un immeuble connu et désigné sous le No cinq cent cinquante et un (551), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée—sans bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI 1914,

the following immoveables, described as follows, to wit:

1. An immoveable known and designated under the No. ninety two-one hundred and fifty (92-150), of the official cadastre of Sainte Cécile—with the buildings erected thereon.

2. Another immoveables known and designated under the Nos. ninety-two-one hundred and seventy eight (92-178), ninety two-one hundred and seventy nine (92-179), of the official cadastre of the parish of Sainte Cécile—with the buildings erected thereon.

The immoveables above described shall be put up to auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the NINETEENTH day of MAY, 1914, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, before the superior court for the district of Beauharnois, in the court room in the court house, in the city of Salaberry de Valleyfield; subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited, in the office of the protonotary of said court, at least twelve days before the day aforesaid fixed for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed in the same office within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

V. A. LEGAULT,

Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 8th April, 1914. 1630
[First published, 18th April, 1914.]

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Beauharnois.

No. 2532.

L. J. H. Langevin,

Plaintiff;

vs

Angèle Larivière et al, Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court sitting at Valleyfield, for the district of Beauharnois, on the 8th day of April, 1914, in a cause in which L. J. Hugues Langevin, accountant, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, is plaintiff; and Angèle Larivière, of Lachute, district of Terrebonne, widow of the late Jean Bte Denault, in his lifetime of the same place, Joseph Desjardins, of the city of Salaberry de Valleyfield, in his capacity of tutor to his minor son Delvida Desjardins, Zoé Larivière, spinster in the full exercise of her rights, Georges Larivière, both of the city and district of Montreal, Malvina Larivière, of the city and district of Montreal, wife of Roderigue Valiquette, of the same place, and the latter a party hereto to authorize his said wife, Marie Larivière, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Julien McSween, of the same place, and the latter a party hereto, both personally and to authorize his said wife, Félexina Larivière, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, wife of Théode Poirier, of the same place and the latter to authorize his said wife, are Defendants, ordering the licitation of the following immoveable, described as follows, to wit:

1. An immoveable known and designated under the No. five hundred and fifty one (551), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothée—without buildings erected thereon.

The immoveable above described will be put up to auction and will be adjudged to the highest and last bidder, on the NINETEENTH day

à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, devant la cour supérieure pour le district de Beauharnois, dans la salle d'audience, au palais de justice en la cité de Salaberry de Valleyfield; sujets aux charges et clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge où afin de distraire à la licitation devra être déposée au bureau du protonotaire au moins 12 jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication du dit immeuble et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

V. A. LEGAULT,
Avocat du demandeur.

Valleyfield, 8 avril 1914. 1631'2
[Première publication, 18 avril 1914.]

of MAY, 1914, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, before the superior court for the district of Beauharnois, in the court room in the court house, in the city of Salaberry de Valleyfield; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited, in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day aforesaid fixed for the said sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed in the same office within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

V. A. LEGAULT,
Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 8th April, 1914. 1632
[First published, 18th April, 1914.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } J. E. PERRAULT et al,
No 2 } Demandeurs; contre
HENRY BELIVEAU, Défendeur, et Ludger Caron, tiers-saisi, débiteur personnel.

Comme appartenant à Ludger Caron:

Une terre située sur le premier rang du canton de Stanfold, contenant cent-dix acres, plus ou moins en superficie, mesurant cinq arpents de front sur la profondeur du rang, connu au cadastre officiel de Stanfold, pour le premier rang, sous les numéros trois-A et trois-C (3-A et 3-C)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 20 avril 1914. 1773
[Première publication 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } L'ABBE O. FAU-
No 549. } CHER, Deman-
C. C. Meg. Thetfold. } deur; vs PIERRE
ROY, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le deuxième rang de Somerset-sud, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel de Somerset-sud, comme partie du numéro neuf (P. No 9); bornée d'un côté à Hilaire Marcoux, et de l'autre à Joseph Nadeau, circonstances et dépendances—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, comté de Mégantic, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

L. P. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 20 avril 1914. 1775
[Première publication, 25 avril 1914.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } J. E. PERRAULT, et al,
No. 2. } Plaintiffs; against
HENRY BELIVEAU, Defendant, and Ludger Caron, garnishee and personal debtor.

As belonging to Ludger Caron:

A farm lying in the first range of the township of Stanfold, containing one hundred and ten acres more or less in superficies, measuring five arpents in front by the depth of the range, known on official cadastre for Stanfold, in the first range, under numbers three-A and three-C (3-A and 3-C)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Lourdes on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 20th April, 1914. 1774
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE TRERIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } REV. O. FAUCHER,
No. 549. } Plaintiff; vs
C. C. Meg. Thetfold. } PIERRE ROY,
Defendant.

As belonging to defendant:

A farm lying in the second range of Somerset-south, containing one hundred acres in superficies, more or less, known on official cadastre for Somerset-south, as part of number nine (P. No. 9); bounded on one side to Hilaire Marcoux, and on the other to Joseph Nadeau, circumstances and dependencies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Lourdes, county of Mégantic, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 20th April, 1914. 1776
[First published, 25th April, 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: JEAN-BAPTISTE CA-
No 1601. DRIN, Demandeur;
contre PHILOMENE PILOT, Défenderesse.

Une terre contenant soixante-trois arpents et quarante perches en superficie, située à Sainte-Marguerite, concession Saint-Thomas, connue et désignée sous le numéro dix (10), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Marguerite—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite, le VINGT-SIX MAI prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 22 avril 1914. 1779
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: JOS. MORIN, Deman-
No 1635. deur ; contre AL-
PHONSE GRENIER, Défendeur.

Le lot numéro quarante-huit (48), dans le quatrième rang de Spaulding, d'après le plan officiel du cadastre pour le dit canton de Spaulding, dans le district de Beauce, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès du Lac Mégantic, le CINQUIEME jour de MAI prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 30th March, 1914.
[Première publication, 4 avril 1914.] 1413

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: A MEDEE ROY, et
No 2201. LOUIS DESRO-
CHERS, tous deux marchands, de la ville de Joliette, et y faisant affaires ensemble en société sous la raison sociale de Roy & Desrochers, Demandeurs; contre JEAN-BAPTISTE LAVIGNE, journalier, de la ville de Joliette, Défendeur;

1. Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Joliette, faisant partie du lot numéro cinq cents (No 500), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant 50 pieds defront sur 192 pieds de profondeur, plus ou moins; bornée en front par la rue de Lanau-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: JEAN-BAPTISTE CA-
No 1601. DRIN ; Plaintiff;
against PHILOMENE PILOT, Defendant.

A land containing sixty three arpents and forty perches in superficies, situate at Sainte Marguerite, Saint Thomas concession, known and designated under the number ten (10), of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Marguerite—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marguerite, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph Beauce, 22nd April, 1914. 1780
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: JOS. MORIN, Plaintiff
No 1635. against ALPHONSE
GRENIER, Defendant.

The lot number forty eight (48), in the ourth range of Spaulding, according to the official cadastral plan for the said township of Spaulding, in the district of Beauce, containing one hundred acres in superficies, more or less—together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnes du Lac Mégantic, on the FIFTH day of MAY next (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
St-Joseph, Beauce, 30th March, 1914.
[First published, 4th April, 1914.] 1414

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: A MEDEE ROY and
No 2201. LOUIS DESRO-
CHERS, both merchants, of the town of Joliette, and there carrying on business in partnership under the firm name and style of Roy & Desrochers, Plaintiffs; against JEAN-BAPTISTE LAVIGNE, laborer, of the town of Joliette, Defendant.

1. A certain lot of land or emplacement situate in the town of Joliette, forming part of the lot number five hundred (No 500), of the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, containing 50 feet in front by 192 feet in depth, more or less; bounded in front

dière, en profondeur aux numéros cinq cent deux-treize et cinq cent deux-douze (Nos 502-13 et 502-12), d'un côté au numéro 501, d'autre côté au résidu du dit No 500, appartenant à Arthur Perreault—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites;

2. Un certain lot de terre ou emplacement situé en la ville de Joliette, étant le No 3 de la subdivision du lot No cinq cent deux (No 502-3) du cadastre, contenant 60 pieds de front sur 130 pieds de profondeur; borné en front à la rue de Lanaudière, en profondeur au No 502-7, d'un côté au No 502-2, d'autre côté à une rue projetée—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

3. Un certain lot de terrain situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme étant le lot No 502-1, de la subdivision de partie du lot No 502, du cadastre officiel de la ville de Joliette,—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites;

4. Un certain terrain situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme étant le lot No cinq cent trois-trente-sept (No 503-37) de la subdivision de partie du lot cinq cent trois et cinq cent-deux-huit (No 502-8) de la subdivision de partie du lot No 502, étant le tout des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant, le dit terrain, 50 pieds de largeur au front, sur la rue projetée Saint-Fernand, sur cent soixante-cinq (165) pieds de profondeur, dans une ligne, et cent quatre-vingt-dix (190) pieds de profondeur, dans l'autre ligne—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

5. Un autre terrain situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme étant les lots numéros cinq cent trois-trente-six (No 503-36) de la subdivision de partie du lot No 503 et cinq cent deux-neuf (No 502-9) de la subdivision de partie du lot No 502, le tout aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant, le dit terrain, 50 pieds de largeur, au front sur la rue projetée Saint-Fernand, par 135 pieds de profondeur,—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites;

6. Un autre terrain situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme étant les lots Nos cinq cent trois-trente-cinq et cinq cent trois-trente-quatre (Nos 503-35 et 503-34) de la subdivision de partie du lot No 503, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant 100 pieds de largeur au front, sur la rue projetée Saint-Fernand, par 135 pieds de profondeur—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

Pour être vendus au bureau du shérif en la ville de Joliette, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 20 avril 1914. 1747
[Première publication, 25 avril 1914.]

by de Lanaudière street, in depth by the number five hundred and two-thirteen and five hundred and two-twelve (502-13 and 502-12), on one side by the number 501, on the other side by the residue of the said number 500, belonging to Arthur Perreault—together with the buildings which may be erected thereon.

2. A certain lot of land or emplacement situate in the town of Joliette, being the No 3 of the subdivision of the lot No five hundred and two (No. 502-3) of the cadastre, containing 60 feet in front by 130 feet in depth; bounded in front by de Lanaudière street, in depth by the number 502-7, on one side by the number 502-2, and on other side by a projected street—together with the buildings which may be erected thereon;

3. A certain lot of land situate in the town of Joliette, known and designated as being the lot number 502-1, of the subdivision of part of the lot No 502 of the official cadastre of the town of Joliette—together with the buildings which may be erected thereon;

4. Another lot of land situate in the town of Joliette, known and designated as being the lot number five hundred and three-thirty-seven (No. 503-37) of the subdivision of part of the lot five hundred and three and five hundred and two-eight (No. 502-8) of the subdivision of part of the lot number five hundred and two, the whole according to the official cadastre plan and book of reference of the town of Joliette, containing, the said lot of land, 50 feet in front on the projected Saint Fernand street, by one hundred and sixty-five (165) feet in depth, on one side, and one hundred and ninety (190) feet in depth, on the other side—together with the buildings which may be erected thereon;

5. Another lot of land situate in the town of Joliette, known and designated as being the lots numbers five hundred and three-thirty-six (No. 503-36) of the subdivision of part of lot No 503, and five hundred and two-nine (No. 502-9) of the subdivision of part of the lot No. 502, the whole according to the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, containing the said lot of land, 50 feet in width, in front on the projected Saint-Fernand street, by 135 feet in depth—together with the buildings which may be erected thereon;

6. Another lot of land situate in the town of Joliette, known and designated as being the lots Nos. five hundred and three-thirty-five and five hundred and three thirty-four (Nos. 503-35 and 503-34), of the subdivision of part of the lot No. 503, upon the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, containing 100 feet in width in front on the projected Saint Fernand street, by 135 feet in depth—together with the buildings which may be erected thereon.

To be sold at the office of the sheriff in the town of Joliette, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN oc'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 20th April, 1914, 1748
[First published, 25th April, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Circuit.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **J. H. BILODEAU,**
No 1277. } **J.** marchand, de
Berthier, Demandeur, vs **CHARLES BOUTIN,**
ANGELINA BOUTIN, PHILOMENE BOUTIN
ET AL, tous de lieux inconnus, Défendeurs.

Un terrain de figure irrégulière, contenant environ quatorze perches en superficie sans empiété sur le chemin de sortie qui se trouve près du dit terrain, connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Berthier, comté de Montmagny, comme faisant partie du numéro cent quatre-vingt-quinze du dit cadastre; borné nord, à J.-Baptiste Bilodeau, sud, est et ouest à Louis Blais—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Berthier, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, 1914, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 22 avril 1914. 1839
[Première publication, 25 avril 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **NAPOLEON E. SE-**
No 2995. } **GUIN,** Deman-
deur; contre les terres et tenements de **DAME**
ALICE BEAUDRY, en sa qualité de tutrice
aux enfants mineurs issus de son mariage avec
feu James Barclay, en son vivant de la cite de
Montréal, et maintenant entre les mains de **L.**
A. Bédard, député-protonotaire, curateur nommé
par jugement du 31 mars 1914, au délaissement
de la dite Dame Alice Beaudry, Défenderesse
ès-qual:

Un emplacement formant partie du domaine du Quai, et situé à l'Anse aux Bœufs, et maintenant particulièrement connu et désigné comme étant le lot de terre portant le numéro un de la subdivision officielle de partie du numéro officiel trente-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le comté de Vaudreuil, le dit lot mesurant deux cent cinquante pieds de largeur sur le front et en arrière, par trois cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison dessus construite; borné en front par la rivière Ottawa, avec tous les droits et servitudes qui y sont attachés, en plus du droit de passage.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 avril 1914. 1783
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Circuit Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **J. H. BILODEAU,**
No. 1277. } **J.** merchant, of Ber-
thier, Plaintiff; vs **CHARLES BOUTIN, ANGE-**
LINA BOUTIN, PHILOMENE BOUTIN,
ET AL, all of parts unknown, Defendants.

A lot of land of irregular outline, containing about fourteen perches in superficies, without encroaching on the outlet road situate near the said lot, known and designated upon the official cadastral plan and book of reference of the parish of Berthier, county of Montmagny, as forming part of the number one hundred and ninety five of the said cadastre; bounded on the north by J. Baptiste Bilodeau, south, east and west by Louis Blais—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Berthier, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 22nd April, 1914. 1840
[First published, 25th April, 1914.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **NAPOLEON E. SE-**
No. 2995. } **GUIN,** Plaintiff;
against the lands and tenements of **DAME**
ALICE BEAUDRY, in her capacity of tutrix
to the minor children issued of her marriage with
the late James Barclay, in his lifetime of the city
of Montreal, and now held by **L. A. Bedard,**
deputy prothonotary appointed, by a judgment
rendered on the 31st March, 1914, curator to the
surrender made by the said Dame Alice Beaudry,
Defendant ès-qual.

An emplacement forming part of the "Domaine du Quai" and situate at "L'Anse aux Bœufs", and now particularly known and designated as being the lot of land bearing the number one of the official subdivision of part of the official number thirty six, upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, in the county of Vaudreuil, the said lot measuring two hundred and fifty feet in width, in front and in the rear, by three hundred and twenty feet in depth, the whole english measurements, more or less—with a house erected thereon; bounded in front by the river Ottawa, with all the rights and servitudes attached thereto in addition to the right of way.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 20th April, 1914. 1784
[First published, 25th April, 1914.]

27 AVR 1914

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: J. A. MARION, comp-
No. 4417. J. table, de Montréal, De-
mandeurs; contre les terres et ténements de D.
ALEX VALOIS, rentier, du même lieu, Défendeur.

Les deux tiers (2-3) indivis dans un lot de
terre et les bâtisses dessus érigées, sis et situé
dans le village de la Pointe Claire, dans le dis-
trict de Montréal, connu et désigné aux plan
et livre de renvoi officiels du village de la
Pointe Claire, sous le numéro quatre-vingt huit
(88); borné en front par le chemin du Roi.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 avril 1914. 1785
[Première publication, 25 avril 1914.]

MANDAT DU CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: J. G. DUHAMEL et
No 194. J. H. H. BEAULIEU,
curateurs aux biens de Dosithée Ouellette, Failli.

Un emplacement situé en la ville de Cartierville,
comme faisant partie du lot numéro cinquante-
quatre des plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Saint-Laurent, contenant cinquante
pieds de largeur sur cent douze pieds de profon-
deur, plus ou moins, mesure anglaise, et tel que
borné: tenant en front au chemin public, en arrière
au lot No 53, d'un côté au lot No 55, et de l'autre
côté à une partie du dit lot No 54, appartenant
à Delphis Ouellette—avec les bâtisses dessus
construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 22 avril 1914. 1817
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: NAPOLEON FA-
No 3014. VREAU, De-
mandeur; contre NICOLAS SANDO BRUNO,
Défendeur.

Un terrain sis et situé dans la cité de Mai-
sonneuve, composé des lots de terre connus
sous les numéros neuf et dix de la subdivision
du lot de terre connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels du village incorporé
d'Hochelega, sous le numéro huit; borné en
front par la rue Notre-Dame—avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendan-
ces, le tout formant une seule et même exploi-
tation, et avec droit de passage en commun
dans la ruelle située en arrière, avec ceux y
ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de
MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 22 avril 1914. 1815
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: J. A. MARION, accoun-
No. 4417. J. tant, of Montreal, Plain-
tiff, against the lands and tenements of D.
ALEX VALOIS, rentier, of the same place,
Defendant.

The undivided two-thirds (2-3) of the lot of
land and the buildings erected thereon, lying
and situate in the village of Pointe Claire, in
the district of Montreal, known and designated
upon the official plan and book of reference of
the village of Pointe Claire, under the number
eighty eight (88); bounded in front by the
King's highway.

To be sold at my office, in the city of Mon-
treal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY
next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 20th April, 1914. 1786
[First published, 25th April, 1914.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: J. G. DUHAMEL and
No. 194. J. H. H. BEAULIEU,
curators to the property of Dosithée Ouellette,
Insolvent.

An emplacement situate in the town of Cartier-
ville, as forming part of lot number fifty four
of the official plan and book of reference of the
parish of Saint Laurent, containing fifty feet
in width by one hundred and twelve feet in depth,
more or less, english measure, and bounded:
in front, by the public road, in the rear by lot
No 53, on one side by lot No. 55, and on the other
side by a portion of the said lot No. 54, belonging
to Delphis Ouellet — with the buildings thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 22nd April, 1914. 1818
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: NAPOLEON FAVREAU,
No. 3014. Plaintiff; against NI-
COLAS SANDO BRUNO, Defendant.

A lot of land lying and situate in the city
of Maisonneuve, composed of the lots of land
known under numbers nine and ten of the
subdivision of the lot of land known and
designated on the official plan and book of
reference of the incorporated village of Hoche-
laga, under number eight; bounded in front
by Notre Dame street—with the buildings
thereon erected, circumstances and depen-
dencies, the whole forming one single plot, with
a right of way in the lane situate in the rear,
with others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of
Montral, on the TWENTY NINTH day of
MAY next, at THREE o'clock in the after-
noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 22nd April, 1914. 1816
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **GASTON LAVIGNE**,
No 2245. { courtier d'immeu-

bles, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements mentionnés dans la cédule A annexée au bref en cette cause, les dits immeubles étant entre les mains de J. Arthur Archambault, employé civil, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur au délaissement de JOSEPH T. POIRIER, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Brown, en la cité de Montréal, et composé des terrains suivants:

a. Le lot de terre connu et désigné comme le numéro 2 de la subdivision officielle du lot numéro 2031 du lot numéro 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ce dit lot six pieds et trois dixièmes de pieds de largeur par quatre vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

b. Du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 1 de la subdivision officielle du lot numéro 2032 de la subdivision du lot numéro 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ce dit lot douze pieds et neuf dixièmes de pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites et droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière des dits lots avec tous autres y ayant droit.

2. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Brown, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro 1 de la subdivision officielle du lot numéro 2031, de la subdivision du lot numéro 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ce dit lot dix-huit pieds et sept dixièmes de pieds de largeur, par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites et droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle sise à l'arrière.

3. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Brown, en la cité de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites et droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière, avec tous autres y ayant droit, et composé des lots de terre suivants:

a. Du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 2 de la subdivision officielle du lot numéro 2032 du lot numéro 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et contenant douze pieds et un dixième de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

b. Du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 1 de la subdivision officielle du lot numéro 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant six pieds et cinq dixièmes de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 22 avril 1914.

[Première publication, 25 avril 1914.]

Shérif.
1823

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **GASTON LAVIGNE**,
No. 2245. { real estate broker, of

the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned in schedule A, annexed to the writ in this cause, the said immoveables being in the possession of J. Arthur Archambault, civil service employee, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator to the surrender of JOSEPH T. POIRIER, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land or emplacement fronting on Brown street, in the city of Montreal, and comprising the following lands:

a. The lot of land known and designated as being the number 2, of the official subdivision of the lot number 2031 of the lot number 148, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing the said lot six feet and three tenths in width by eighty feet in depth, english measure, more or less.

b. The lot of land known and designated as being the number 1 of the official subdivision of the lot number 2032 of the subdivision of the lot number 148, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, the said lot containing twelve feet and nine tenth in width by eighty feet in depth, more or less, english measure—together with all the buildings erected thereon, and a right of way in the lane situate in the rear of the said lots, with other persons having right thereto.

2. A lot of land or emplacement fronting on Brown street, in the city of Montreal, known and designated as being the number 1 of the official subdivision of the lot number 2031 of the subdivision of the lot number 148, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing the said lot, eighteen feet and seven tenths in width by eighty feet in depth, more or less, english measure,—together with all the buildings erected thereon and a right of way, in common with others having right thereto, in the lane situate in the rear of said lot.

3. A lot of land or emplacement fronting on Brown street, in the city of Montreal—together with the buildings erected thereon and a right of way with others having right thereto in the lane in the rear, and comprised of the following lots:

a. Of the lot of land known and designated as being the number 2 of the official subdivision of the lot number 2032 of the lot number 148, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and containing twelve feet and one tenth in width by eighty feet in depth, english measure, more or less.

b. Of the lot of land known and designated as being the number 1 of the official subdivision of the lot number 148, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing six feet and five tenths in width by eighty feet in depth, english measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 22nd April, 1914.

[First published, 25th April, 1914.]

Sheriff.
1824

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **L**ES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
No 2422. **P**OUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SAINT-JOSEPH DE BORDEAUX, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de PAUL L. TURGEON, de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession de feu P. A. Thériault, en son vivant du même lieu, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Bordeaux, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Frigon, connu et désigné comme étant le lot trois cent dix-huit (318), subdivision officielle du lot trois cent vingt-trois (323), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 22 avril 1914. Shérif. 1821
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **L**ES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
No 3580. **P**OUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SAINT-JOSEPH DE BORDEAUX, Demandeurs; contre DAME VEUVE HORACE OUELLETTE, Défenderesse.

Le lot vacant désigné comme étant le lot numéro cent cinq de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quatre-vingt-onze (291-105) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal; borné en front par la rue Letellier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 22 avril 1914. Shérif. 1819
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **W**ILFRID PARE, Demandeur; vs LOUIS PHILIPPE COMTOIS, l'un des défendeurs en cette cause.

Les subdivisions numéros trois cent trente et trois cent trente-un du lot officiel numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399-330 et 331), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe; les dits lots ayant front sur la rue Azilda, dans la ville de Montréal.

Pour être vendues à mon bureau, dans la ville de Montréal, le SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er avril 1914. Shérif. 1447 2
[Première publication, 4 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **T**HE SCHOOL COMMISSIONERS
No. 2422. **F**OR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, in the county of Hochelaga, district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of PAUL L. TURGEON, of Montreal, in his capacity of curator to the estate of the late P. A. Thériault, in his lifetime of the same place, Defendant.

A lot of land situate in Bordeaux ward, in the city of Montreal; bounded in front by Frigon street, known and designated as being the lot three hundred and eighteen (318) of the official subdivision of the lot three hundred and twenty three (323), upon the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 22nd April, 1914. Sheriff. 1822
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **T**HE SCHOOL COMMISSIONERS
No. 3580. **F**OR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, Plaintiffs; against DAME WIDOW HORACE OUELLETTE, Defendant;

The vacant lot of land designated as being the lot number one hundred and five of the official subdivision of the lot number two hundred and ninety-one (291-105), upon the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, district of Montreal; bounded in front by Letellier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 22nd April, 1914. Sheriff. 1820
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE BOBIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **W**ILFRID PARE, Plaintiff; vs LOUIS PHILIPPE COMTOIS, one of the defendants in this cause.

Subdivisions numbers three hundred and thirty and three hundred and thirty one, of lot official number three hundred and ninety nine (399-330 and 331), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe; said lots fronting on Azilda street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 1st April 1914. Sheriff. 1448
[First published, 4th April, 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: **DAME MARIE-MAR-
No 1691. GUERITE-EUGENIE BOISSONNEAULT**, épouse contractuellement séparée de biens de Mathias-Alfred Falardeau, écr., médecin, tqus deux de la cité de Québec et le dit Mathias-Alfred Falardeau, pour assister et autoriser sa dite épouse; contre **ADELARD BRETON**, de la cité de Québec, couvreur, à savoir:

Le lot No 1928 (mille neuf cent vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Hermine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente foncière annuelle de \$18.00, payable le premier juin à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,
Québec, 23 avril 1914.

Shérif.
1849

[Première publication, 25 avril, 1914.]
[Deuxième publication, 9 mai 1914.]

FIERI FACIAS.

Montréal, à savoir: **DAVID ARTHUR LA-
No 3991. FORTUNE**, avocat, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal; contre **DAME ADELE DE SENNEVILLE**, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de Emile Michaud, cordonnier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, à savoir:

Partie du lot No 3663 (trois mille six cent soixante et trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, contenant vingt-trois pieds et demi de front en courant en ligne droite du côté ouest sur toute la profondeur du lot de soixante pieds, plus ou moins; bornée vers l'est au terrain de la dite Dame venderesse, et à l'ouest à l'autre partie du lot présentement vendu, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Cécile—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$3.00, payable le premier mai à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,
Québec, 9 avril 1914.

Député shérif.
1579 2

[Première publication, 11 avril 1914].
[Deuxième publication, 25 avril 1914].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: **DAME MARIE-MAR-
No. 1691. GUERITE-EUGENIE BOISSONNEAULT**, wife separate as to property per marriage contract of Mathias-Alfred Falardeau, esq., physician, both of the city of Quebec, and the said Mathias-Alfred Falardeau, to assist and authorize his said wife, against **ADELARD BRETON**, of the city of Quebec, roofer, to wit:

The lot No. 1928 (one thousand nine hundred and twenty-eight) of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on Hermine street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual ground rent of \$18.00, payable on the first of June to the Hotel-Dieu de Quebec.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,
Quebec, 23rd April, 1914.

Sheriff.
1850

[First published, 18th April, 1914.]
[Second published, 9th May, 1914.]

FIERI FACIAS.

Montreal, to wit: **DAVID ARTHUR LA-
No. 3991. FORTUNE**, advocate, of the parish of Saint-Laurent, in the district of Montreal; against **DAME ADELE DE SENNEVILLE**, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, wife separate as to property of Emile Michaud, shoemaker, of the same place, and the latter to authorized is said wife for the purposes hereof, to wit:

Part of the lot No. 3663 (three thousand six hundred and sixty three), of the official cadastre for Saint John ward, of the city of Quebec, containing twenty three feet and a half in front, in a straight line on the west side, by the whole depth of the lot, sixty feet, more or less; bounded towards the east by the land of the said Dame vender, and on the west by the other part of the aforesaid lot now sold, being an emplacement situate on Sainte Cécile street—with the buildings erected thereon and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$3.00, payable on the first of May of every year to the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,
Quebec, 9th April, 1914.

Deputy-Sheriff.
1580

[First published, 11th April, 1914.]
[Second published, 25th April 1914].

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } **D** LLE IRMA PILON,
No 5565. } Demanderesse; contre
ALMA LEONARD ET AL, Défendeurs.

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, au quatrième rang, de la contenance de cinquante-six pieds de largeur, sur cent vingt pieds de profondeur; tenant au chemin de front, en arrière au nord est à Elie Lemire, au sud-ouest à Stanislas Lemaire—avec les bâties dessus érigées. Ce terrain fait partie du lot numéro cent quatre-vingt-seize (ptie No 196), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, comté de Yamaska.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. O. WEILBRENNER,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Sorel, 15 avril 1914. 1777
[Première publication, 25 avril 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } **L**. H. PAQUIN, Demandeur;
No 5546. } contre **D**AME ADA
FREDERICA SMITH ET VIR, Défenderesse.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Augusta, étant le lot numéro cinq cent quarante et un (No 541), et la moitié nord du lot numéro cinq cent quarante (pt. No 540), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front par quatre vingt-dix-neuf pieds de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant à la rue Augusta, d'un côté à la rue Prince, en profondeur et de l'autre côté à Arthur Chapdelaine,—avec les bâties dessus érigées et avec la servitude tant active que passive d'un passage mitoyen établi par feus Louis Morasse et André Chapdelaine pour l'usage de leurs propriétés respectives contigues.

À la charge par l'adjudicataire du susdit morceau de terre de payer mensuellement à Georges Edmond Morasse, rentier, de la paroisse de Sainte Anne de Sorel, et à Dame Rose Anna Beauregard, son épouse, leur vie durant, la juste moitié des revenus du dit immeuble, sans contribution aucune de la part de ces derniers pour les taxes de toutes espèces dont peut ou pourra être grevé le susdit morceau de terre, et aussi de tenir les bâties érigées sur le susdit morceau de terre constamment assurées, en faveur des dits Georges Edmond Morasse et Dame Rose Anna Beauregard, pour au moins la somme de deux mille dollars courant.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le SIXIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 26 mars 1914. 1449 2
[Première publication, 4 avril 1914.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } **M** ISS IRMA PILON, Plain-
No. 5565. } tiff; against **ALMA LEO-**
NARD ET AL, Defendants.

A parcel of land situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the fourth range, containing fifty six feet in width by one hundred and twenty feet in depth; bounded in front by the front road, in the rear to the north east by Elie Lemire, on the south west by Stanislas Lemaire—with the buildings erected thereon. The said parcel of land forming part of the lot number one hundred and ninety six (Pt. No. 196), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bonaventure d'Upton, county of Yamaska.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. WEILBRENNER,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Sorel, 15th April, 1914. 1778
[First published, 25th April, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } **L**. H. PAQUIN, Plaintiff; against
No. 5546. } **D**AMA ADA FREDERI-
CA SMITH ET VIR, Defendant.

A parcel of land situate in the city of Sorel, on Augusta street, being the lot number five hundred and forty one (No. 541), and the north half of the lot number five hundred and forty (pt. No. 540), of the official cadastre of the town of Sorel, of sixty six feet in front by ninety nine feet in depth, the whole more or less; bounded in front by Augusta street, on one side by Prince street, in depth and on the other side by Arthur Chapdelaine—together with the buildings erected thereon and with the active and passive servitude of a common right of way established by the late Louis Morasse and André Chapdelaine, for the use of their respective contiguous properties.

The purchaser of the aforesaid parcel of land to pay monthly to Georges Edmond Morasse, rentier, of the parish of Sainte Anne de Sorel, and to Dame Rose Anna Beauregard, his wife, during their lifetime, the exact half of the revenue of the said immoveable, free from any contribution on their part for taxes or other charges on the said parcel of land, and also to keep the buildings upon the said parcel of land insured in favor of the said Georges Edmond Morasse and Dame Rose Anna Beauregard, for an amount of not less than two thousand dollars.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the SIXTH day of the month of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff,
Sorel, 26th March, 1914. 1450
[First published, 4th April, 1914.]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Roberval. } ELZEAR GUAY, de
No 222. } Chambord, culti-
vateur; vs FOR-
TUNAT BERGERON, de Chambord, ET THS.
LS. BERGERON, avocat, de Roberval, procu-
reur distrayant, exécutant; contre les biens
immeubles de ELZEAR GUAY, à savoir:

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-trois et trente-quatre (33 et 34) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Pelletier, dans le comté du Lac Saint-Jean.

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-cinq (35), aussi un certain terrain ou emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-sept (ptie 37) avec le moulin à scier y érigé et tous les accessoires—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, les susdits lots 35 et 37 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du susdit canton Pelletier.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Mistassini, MARDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 21 avril 1914. 1837
[Première publication, 25 avril 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } THOMAS W.
No 876. } BEAN, du
village de "White River Junction", dans l'état du
Vermont, rentier, Demandeur; contre WILDER
REED, du canton Hatley, dans le district de
Saint-François, et CHENEY M. REED, du dit
canton Hatley, en sa qualité d'aviseur légal du
dit Wilder Reed, aux fins de l'aider, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Wilder Reed, un des défendeurs en cette cause, la propriété immobilière ci-après décrite, à savoir:

Le lot numéro deux cent trente et un (231), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Hatley, dans le district de Saint-François—avec toutes bâtisses y érigées et les améliorations faites dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Hatley, le CIN-
QUIEME jour de MAI prochain, 1914, à UNE
heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 30 mars 1914. 1427 2
[Première publication, 4 avril 1914.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS
Superior Court.

Province of Quebec, } ELZEAR GUAY, of
District of Roberval. } Chambord, far-
No. 222. } mer, vs FORTU-
NAT BERGERON, of Chambord, AND THS.
LS. BERGERON, advocate, of Roberval, attor-
ney, seizing for costs, executing; against the
immovable property of ELZEAR GUAY,
to wit:

1. The lots of land known and designated under the number thirty-three and thirty four (33 and 34) of the official cadastral plan and book of reference for the fourth range of township Pelletier, in the county of Lake Saint John.

2. The lot of land known and designated under the number thirty-five (35) also a certain lot of land or emplacement forming part of the lot of land known and designated under the number thirty seven (Pt. 37), with the saw mill erected thereon and all accessories thereof—all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, the aforesaid lots 35 and 37 of the official cadastral plan and book of reference for the third range of the aforesaid township Pelletier.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel de Mistassini, on TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 21st April, 1914. 1838
[First published, 25th April, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } THOMAS W.
No. 876. } BEAN, of
the village of White River Junction, in the state
of Vermont, gentleman, Plaintiff; against WILDER
REED, of the township of Hatley, in the
district of Saint Francis, and CHENEY M.
REED, of the said township of Hatley, in his
quality of judicial adviser to the said Wilder Reed,
for the purpose of assisting him, Defendants.

Seized as belonging to Wilder Reed, one of the defendants in this cause, the immovable property hereinafter described, to wit:

Lot number two hundred and thirty-one (231), on the official cadastral plan and book of reference of the township of Hatley, in the district of Saint Francis—with any buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Elizabeth de Hatley, on the FIFTH day of MAY next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 30th March, 1914. 1428
[First published, 4th April, 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **BRUNO DES-**
No 175. } **SUREAULT,**

Demandeur; contre DEMOISELLE ELMINA ALIAS MINA RIVARD DUFRESNE, Défendresse.

Comme appartenant au dit demandeur saisi Bruno Dessureault, l'immeuble suivant savoir:

Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-est de la rue Hertel, d'environ quatre-vingt-neuf pieds de front sur la dite rue, sur quatre-vingt à cent pieds de profondeur à la mesure anglaise, enfermé dans les limites suivantes: prenant en front à la dite rue Hertel, en profondeur au chemin de ceinture du chemin de fer du Pacifique-Canadien, joignant vers le nord-ouest à Ludger Thérault, et vers le nord-est aux représentants de feu Isidore Dugré—avec les bâtisses dessus construites; le dit terrain fait partie du lot numéro deux mille douze (p. 2012) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, situé sur la rue Notre-Dame, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 avril, 1914. 1835
[Première publication, 25 avril 1914.]

Nominations

Québec, 22 avril 1914.

Avis est par le présent donné que, le 22 avril 1914, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer M. Oliva Caisse, conseiller de la "Municipality de Contrecoeur," comté de Verchères, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal. 1805

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trois avril 1914, de nommer M. Alfred Morisset, greffier du Conseil Exécutif de la province de Québec, commissaire *per dedimus potestatem*. 1797

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six février 1914, de nommer M. Pierre Cantin, avocat, de la cité de Québec, député greffier des appels à Québec. 1771

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour d'avril 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Terrebonne.—M. Frédérick A. Seroggie, marchand, de Val-Morin, comté de Terrebonne.

District de Québec.—M. Joseph Philéas Eugène Gagnon, comptable-liquidateur, Québec.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **BRUNO DESSU-**
No. 175. } **RAULT, Plain-**
tiff; against MISS ELMINA ALIAS MINA RIVARD DUFRESNE, Defendant

seized as belonging to the said plaintiff Bruno Dessureault, the following immoveable, to wit:

A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the north east side of Hertel street, of about eighty nine feet in front on the said street by from eighty to one hundred feet in depth, english measure, and contained within the following limits; in front by Hertel street, in depth by the loop line of the Canadian Pacific Railway, on the north west by Ludger Thérault, and on the north east by the representatives of the late Isidore Dugré—together with the buildings erected thereon, the said lot forming part of the lot number two thousand and twelve (2012) of the official cadastral plan and book of reference for the city of Three Rivers.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, situate on Notre Dame street, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd April, 1914. 1836
[First published, 25th April, 1914.]

Appointments

Quebec, 22nd April, 1914.

Notice is hereby given that, on the 22nd April 1914, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Mr. Oliva Caisse, councillor of the "Municipality of Contrecoeur", in the county of Verchères, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code. 1806

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the third day of April, 1914, to appoint Mr Alfred Morisset, clerk of the Executive Council of the province of Quebec, commissioner *per dedimus potestatem*. 1798

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of February, 1914, to appoint Mr Pierre Cantin, advocate, of the city of Quebec, deputy clerk of appeals, at Quebec. 1772

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the third day of April, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Terrebonne.—Mr. Frédérick A. Seroggie, merchant, of Val Morin, county of Terrebonne.

District of Quebec.—Mr Joseph Philéas Eugène Gagnon, accountant and liquidator, Quebec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatrième jour d'avril 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Québec.—M. Jean-Baptiste Aurélius Thivierge, libraire, Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatrième jour d'avril 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Montréal.—M. Hormisdas Meloche, cultivateur, fils de Théodore, de la paroisse de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier.

District de Saint-François.—M. Henry W. Albro, courtier et échevin, du village de Mégantic, comté de Compton.

District de Trois-Rivières.—MM. Wenceslas Plante, boulanger, et Georges Bellemare, agent, de la Tuque, comté de Champlain.

District de Gaspé.—M. William Maguire, marchand, de Bonaventure, comté de Bonaventure.

1799

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huit mars 1914, de nommer M. Bernard J. Sloan, de Winton, comté de Pontiac, shérif du district de Pontiac.

1765

No 1503—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 18 avril 1914, de nommer M. Joseph Hébert, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Samuel de Horton, dans le comté de Nicolet.

1769

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of April, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Quebec.—Mr Jean-Baptiste Aurélius Thivierge, book-seller, Quebec.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of April, 1914, to associate to the commission of the peace for the following:

District of Montreal.—Mr Hormisdas Meloche, farmer, son of Théodore, of the parish of Sainte Geneviève, county of Jacques-Cartier.

District of Saint Francis.—Mr Henry W. Albro, broker and alderman, of the village of Megantic, county of Compton.

District of Three Rivers.—Messrs Wenceslas Plante, baker, and Georges Bellemare, agent, of La Tuque, county of Champlain.

District of Gaspé.—Mr William Maguire, merchant, of Bonaventure, county of Bonaventure.

1800

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth of March, 1914, to appoint Mr. Bernard J. Sloan, of Winton, county of Pontiac, sheriff of the district of Pontiac.

1766

No. 1503.—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in council, bearing date the 18th April, 1914, to appoint Mr Joseph Hébert, school commissioner for the municipality of Saint Samuel de Horton, in the county of Nicolet.

1770

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, **A**TTENDU qu'en vertu *Procureur Général* des dispositions de l'article 3122 des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner la tenue d'un terme spécial de la cour de circuit dans le district de Montmagny;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt public qu'un terme spécial de la cour de circuit dans et pour le comté de Bellechasse, à Saint-Raphael, soit tenu le 8 mai prochain, 1914, pour cette année seulement;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'il sera tenu un terme spécial de la cour de circuit, dans et pour le comté de Bellechasse, à Saint-Raphael, le 8 mai prochain, 1914, pour cette année seulement.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, **W**HEREAS in virtue *Attorney General* of the provisions of article 3122 of the Revised Statutes of Québec, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, order the holding of a special term of the circuit court in the district of Montmagny;

WHEREAS, it is of public interest that a special term of the circuit court in and for the county of Bellechasse, at Saint Raphael, be held on the 8th of May next, 1914, for this year only;

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order that a special term of the circuit court in and for the county of Bellechasse, at Saint Raphael, be and shall be held on the 8th of May next, 1914, for this year only.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR FRANÇOIS LANGEЛИER**, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce **VINGTIEME** jour d'**AVRIL**, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

1827 **C. J. SIMARD,**
Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGEЛИER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—**SALUT:**

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, { **ATTENDU** qu'en vertu *Procureur Général.* des dispositions de l'article 3093 des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner la tenue d'un terme spécial de la cour supérieure dans le district de Beauce;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt public qu'un terme spécial de la cour supérieure soit tenu à Saint-Joseph de Beauce, district de Beauce, les 11, 12, 13, 14 et 15 mai prochain, pour cette année seulement;

A CES CAUSES de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'il sera tenu un terme spécial de la cour supérieure du district de Beauce, à Saint-Joseph de Beauce, les 11, 12, 13, 14 et 15 mai prochain, pour cette année seulement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR FRANÇOIS LANGEЛИER**, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce **VINGTIEME** jour d'**AVRIL**, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

1825 **C. J. SIMARD,**
Sous-secrétaire de la province.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: **WITNESS**, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **SIR FRANÇOIS LANGEЛИER**, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this **TWENTIETH** day of **APRIL**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

1828 **C. J. SIMARD,**
Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGEЛИER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, **KING**, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—**GREETING:**

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, { **WHEREAS** in virtue *Attorney General* of the provisions of article 3093 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, order the holding of a special term of the superior court in the district of Beauce;

WHEREAS, it is of public interest that a special term of the superior court be held at Saint Joseph de Beauce, on the 11th, 12th, 13th, 14th and 15th of May next, for this year only;

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered and do hereby rule and order that a special term of the superior court of the district of Beauce, at Saint Joseph de Beauce, be and shall be held on the 11th, 12th, 13th, 14th and 15th of May, next, for this year only.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: **WITNESS**, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **SIR FRANÇOIS LANGEЛИER**, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this **TWENTIETH** day of **APRIL**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

1826 **C. J. SIMARD,**
Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que l'article
Procureur Général. } 1663 des statuts re-
fondus de Québec, 1909, décrètent entre autres
choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil
pourra désigner par proclamation, un jour qui
sera observé comme "JOUR DES ARBRES"
pour la plantation des arbres forestiers dans
Notre province;

Et attendu que pour la partie ouest de la province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Hochelaga, Montréal-Laurier, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Marie, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscaming, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Westmount et Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, sept mai prochain, pour la plantation des arbres;

Et attendu que pour la partie est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Iles de la Madeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, quatorze mai prochain, pour la plantation des arbres:

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, sept mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie-ouest de Notre province, et que le jeudi, quatorze mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie est de Notre province.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS article 1663
Attorney General } of the revised statutes,
1909, enacts amongst other things, that the
Lieutenant Governor in Council may appoint
by proclamation, a date to be observed as
"ARBOR DAY" for the planting of forest trees
in Our Province;

And whereas that for the western part of the Province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal, Dorion, Montréal-Hochelaga, Montréal-Laurier, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-George, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Marie, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-John, Saint-Maurice, Témiscaming, Terrebonne, Three Rivers, Vaudreuil, Verchères, Westmount and Yamaska, We have deemed fit to fix on Thursday, the seventh day of May next, for the planting of trees;

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Magdalen, Island Kamouraska, Lake Saint John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec, Quebec-Centre, Quebec-East, Quebec-West, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Temiscouata and Wolfe, We deemed fit to fix on Thursday, the fourteenth day of May next, for the planting of trees.

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have rule and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the seventh day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the western part of Our Province, and that Thursday, the fourteenth day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the eastern part of Our Province.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec,

TROISIEME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1867

Sous-secrétaire de la province.

this TWENTY THIRD day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1868

Deputy Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, 17 avril 1914.

Présent: le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

ATTENDU que le 19 avril 1905, un arrêté ministériel a été adopté en faveur de MM. Price Bros & Co., leur permettant de prélever les péages y mentionnés pour le bois flotté sur les parties de la rivière Amqui et de ses tributaires, dans le comté de Matane, améliorées par eux, pour faciliter le dit flottage de bois.

ATTENDU que des représentations ont été faites par certains intéressés à l'encontre du tarif déterminé dans cet arrêté en conseil, le différend a été soumis à la Commission des Eaux courantes à l'effet d'étudier les plaintes portées, et de reviser, s'il y avait lieu, les taux de péages établis dans l'arrêté ministériel ci-haut mentionné;

ATTENDU que le président de la dite commission, dans un rapport en date du 30 mars dernier, établit qu'il a entendu les parties intéressées préalablement convoquées devant lui à cet effet, et, après discussion, les taux suivants furent proposés par le président de la commission et adoptés de part et d'autre pour le flottage du bois sur la rivière Amqui et ses tributaires, moins, toutefois, les ruisseaux Martel et La Loutre.

IL EST ORDONNE que les arrêtés ministériels adoptés le 19 avril 1905, le 1er octobre 1906 et le 8 septembre 1913, soient révoqués et annulés, et que les droits de péage prévus au tarif autorisé soient remplacés par les suivants, nonobstant toute entente préalable, les flotteurs devant tous bénéficier de ce nouveau tarif:

Emissaire (Inlet), du lac		
Amqui.....	42c	par 100 billes
Branche Nord.....	01	"
Ottis	30	"
Pearson.....	1.00	"
Pelletier	15	"
Rivière Amqui.....	01	"

A. MORRISSET,

1763

Greffier Conseil Exécutif.

Québec, 17 avril 1914.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, que, par arrêté ministériel, en date du 16 avril 1914, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder, en faveur de Joseph-Arthur Lessard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comté et district de Terrebonne, la transmission des minutes, répertoires et index de feu le notaire François-Xavier Desrosiers, en son vivant du même lieu.

1733

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 17th April, 1914.

Présent: The Lieutenant Governor in Council.

WHEREAS on the 19th April, 1905, an order in council was adopted in favor of Messrs. Price Bros & Co., permitting them to collect the tolls mentioned therein for timber floated upon the parts of the river Amqui and its tributaries, in the county of Matane, improved by them to facilitate the said floating of timber.

WHEREAS representations having been made by certain interested parties against the tariff approved in the said order in council, the matter was submitted to the commission of running waters, for the purposes of taking into consideration the claims made and to revise if need be, the tariff of tolls established in the order in council above mentioned.

WHEREAS the president of the commission, in a report, bearing date the 30th March last, establishes that he has heard the interested parties duly convened before him for that purpose, and after discussion, the hereunder tariff of tolls was proposed by the president of the commission and adopted by all parties concerned for the floating of timber upon the river Amqui and its tributaries, Martel et La Loutre brooks, excepted.

IT IS ORDERED that the orders in council adopted on the 19th April, 1905, 1st October, 1906, and 8th September, 1913, be hereby revoked and annulled, and the schedule of tolls mentioned in the authorized tariff be replaced by the following notwithstanding and prior agreement, all drivers to have the benefit of this new tariff.

Inlet (Emissaire) of Lake		
Amqui.....	42c	par 100 billes
North Branch.....	.01	"
Ottis.....	.30	"
Pearson.....	1.00	"
Pelletier.....	.15	"
River Amqui.....	.01	"

A. MORISSET,

1764

Clerk Executive Council.

Quebec, 17th April, 1914.

Notice is hereby given that in virtue of the provisions of the Notarial Code, His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, has been pleased, by order in council, bearing date the 16th April, 1914, to grant in favor of Joseph Arthur Lessard, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Sainte Agathe des Monts, county and district of Terrebonne, the transfer of the minutes, repertory and index of the late François-Xavier Desrosiers, in his lifetime notary public, of the same place.

1734

3811-13

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 avril 1914.

Demande a été faite de détacher les lots numéros 9, 11 et 12 de Lingwick, de la municipalité scolaire de Lingwick, et les annexer à la municipalité scolaire de Scotstown, comté de Compton, pour fins d'école protestante.

BOUCHER DE LABRUERE,
Surintendant.

1735

1597-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 23 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Laverlochère et Baby, dans le comté de Temiscamingue, les biens fonds suivants, savoir:

Rang 6, canton de Guigues du No 35 à 51 inclus.

" 7 "	" "	" 13 à 51 "
" 8 et 9 "	" "	" 12 à 62 "
" 2 Canton Baby..... "	" "	" 29 à 66 "
" 3 " " " " " " "	" "	" 28 à 60 "
" 4 et 5 " " " " " " "	" "	" 23 à 55 "

et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Eugène de Guigues.

1853

1270-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Zotique, dans le comté de Soulanges, tous les biens-fonds portant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Zotique, les numéros suivants, savoir: 696, 686, 692, 682, 681, 678, 677, 676, 675, 674, 673, 660, 667, 666, 665, 664, 663, 662, 673, 672, 671, 670, 669, 668, 667, 666, 665, 664, 663, 662, 661, 650, 659, 658, 657, 656, 655, 654, 653, 652, 651, 650, 649, 648, 647, 646, 645, 644, 643, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 635, 634, 633, 632, 631, 630, 629, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 621, 620, 619, 618, 617, 616, 615, 614, 613, 612, 611, 610, 609, 608, 607, 606, 605, 604, 603, 602, 601, 600, 599, 598, 597, 596, 595, 594, 593, 592, 591, 590, 589, 588, 587, 586, 585, 584, 583, 582, 581, 580, 579, 578, 577, 576, 575, 574, 573, 572, 571, 570, 569, 568, 567, 566, 565, 564, 563, 562, 561, 560, 559, 558, 557, 556, 555, 554, 553, 552, 551, 550, 549, 548, 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 518, 517, 516, 515, 514, 513, 512, 511, 510, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 501, 500, 499, 498, 497, 496, 495, 494, 493, 492, 491, 490, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 477, 476, 475, 474, 473, 472, 471, 470, 469, 468, 467, 466, 465, 464, 463, 462, 461, 460, 459, 458, 457, 456, 455, 454, 453, 452, 451, 450, 449, 448, 447, 446, 445, 444, 443, 442, 441, 440, 439, 438, 437, 436, 435, 434, 433, 432, 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 421, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 397, 396, 395, 394, 393, 392, 391, 390, 389, 388, 387, 386, 385, 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 375, 374, 373, 372, 371, 370, 369, 368, 367, 366, 365, 364, 363, 362, 361, 360, 359, 358, 357, 356, 355, 354, 353, 352, 351, 350, 349, 348, 347, 346, 345, 344, 343, 342, 341, 340, 339, 338, 337, 336, 335, 334, 333, 332, 331, 330, 329, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 301, 300, 299, 298, 297, 296, 295, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 288, 287, 286, 285, 284, 283, 282, 281, 280, 279, 278, 277, 276, 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269, 268, 267, 266, 265, 264, 263, 262, 261, 260, 259, 258, 257, 256, 255, 254, 253, 252, 251, 250, 249, 248, 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 199, 198, 197, 196, 195, 194, 193, 192, 191, 190, 189, 188, 187, 186, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 169, 168, 167, 166, 165, 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122, 121, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112, 111, 110, 109, 108, 107, 106, 105, 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 47, 46, 45, 44, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 21, 20, 19, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0.

1761

Avis est donné au public que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seize avril 1914, à la compagnie "W. Carrière & Cie, Incorporée", par lesquelles son nom est changé par celui de "Le Comptoir d'Importation, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD.

1807

Sous-secrétaire de la province.

3811-13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 20th April, 1914.

Application is made to detach lots Nos. 9, 11 and 12, of Lingwick, from the school municipality of Lingwick, and to annex them to the school municipality of Scotstown, Compton county, for protestant school purposes.

BOUCHER DE LABRUERE,
Superintendent.

1736

1597-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 23rd April, 1914.

The superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Laverlochère and Baby, in the county of Temiscamingue, the following lots and lands, to wit:

Range 6 township of Guigues from

No 35 to 51 inclusive.

" 7 "	" "	" 15 to 51 "
" 8 and 9 "	" "	" 12 to 62 "
" 2 township Baby... "	" "	" 29 to 66 "
" 3 " " " " " " "	" "	" 28 to 60 "
" 4 and 5 " " " " " " "	" "	" 23 to 55 "

and to erect the whole of this territory into a distinct school municipality under the name of Saint Eugène de Guigues.

1854

1270-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 21 April, 1914.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint-Zotique, in the county of Soulanges, the whole of the lots and lands bearing on the official cadastre of the parish of Saint Zotique, the following numbers, to wit: 696, 686, 692, 682, 681, 678, 677, 676, 675, 674, 660, 667, 666, 665, 664, 663, 662, 673, 672, 671, 670, 669, 668, 667, 666, 665, 664, 663, 662, 661, 650, 659, 658, 657, 656, 655, 654, 653, 652, 651, 650, 649, 648, 647, 646, 645, 644, 643, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 635, 634, 633, 632, 631, 630, 629, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 621, 620, 619, 618, 617, 616, 615, 614, 613, 612, 611, 610, 609, 608, 607, 606, 605, 604, 603, 602, 601, 600, 599, 598, 597, 596, 595, 594, 593, 592, 591, 590, 589, 588, 587, 586, 585, 584, 583, 582, 581, 580, 579, 578, 577, 576, 575, 574, 573, 572, 571, 570, 569, 568, 567, 566, 565, 564, 563, 562, 561, 560, 559, 558, 557, 556, 555, 554, 553, 552, 551, 550, 549, 548, 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 518, 517, 516, 515, 514, 513, 512, 511, 510, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 501, 500, 499, 498, 497, 496, 495, 494, 493, 492, 491, 490, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 477, 476, 475, 474, 473, 472, 471, 470, 469, 468, 467, 466, 465, 464, 463, 462, 461, 460, 459, 458, 457, 456, 455, 454, 453, 452, 451, 450, 449, 448, 447, 446, 445, 444, 443, 442, 441, 440, 439, 438, 437, 436, 435, 434, 433, 432, 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 421, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 397, 396, 395, 394, 393, 392, 391, 390, 389, 388, 387, 386, 385, 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 375, 374, 373, 372, 371, 370, 369, 368, 367, 366, 365, 364, 363, 362, 361, 360, 359, 358, 357, 356, 355, 354, 353, 352, 351, 350, 349, 348, 347, 346, 345, 344, 343, 342, 341, 340, 339, 338, 337, 336, 335, 334, 333, 332, 331, 330, 329, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 301, 300, 299, 298, 297, 296, 295, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 288, 287, 286, 285, 284, 283, 282, 281, 280, 279, 278, 277, 276, 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269, 268, 267, 266, 265, 264, 263, 262, 261, 260, 259, 258, 257, 256, 255, 254, 253, 252, 251, 250, 249, 248, 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 199, 198, 197, 196, 195, 194, 193, 192, 191, 190, 189, 188, 187, 186, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 169, 168, 167, 166, 165, 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122, 121, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112, 111, 110, 109, 108, 107, 106, 105, 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 47, 46, 45, 44, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 21, 20, 19, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1914, to the company "W. Carrière & Cie, Incorporated", whereby its name is changed to that of "Le Comptoir d'Incorporation Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1808

Deputy Provincial Secretary

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1914, constituant en corporation MM. Talbot Mercer Papineau, avocat, Claude Herbert Grundy, comptable, Minnie Bradley, secrétaire, Margaret Hartley, secrétaire, tous de la ville de Montréal, et Gertrude Harriet Flawn, secrétaire, de la ville d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs et imprimeurs de certains blancs de formules et documents légaux avec instructions pour leur achèvement et accomplissement;

Vendre ou disposer autrement de tels blancs de documents et formules par commandes postales, ou de toute autre manière qui pourra être jugée à propos;

Acheter et vendre des livres, revues, journaux et autres publications périodiques et des articles de papeterie et de fantaisie; imprimer et publier des livres et revues et autres imprimés;

Entreprendre un commerce général d'imprimeurs et éditeurs;

Acquérir et entreprendre comme une affaire en opération ou autrement le commerce, les biens et les obligations de toute personne ou compagnie engagée dans une industrie semblable à celle que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la compagnie, et les payer en argent ou en valeurs de la compagnie ou les deux;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, brevets d'invention, licences, concession et autres choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui pourrait être utile pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition pourra être considérée de nature à profiter à la compagnie, directement ou indirectement, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis pour leur usage, ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Exercer toute industrie, manufacturière ou non que la compagnie jugera capable d'être convenablement exercée en rapport avec ce qui précède, ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur de la propriété ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Placer et appliquer les fonds disponibles de la compagnie en la manière qui sera de temps à autre déterminée par la compagnie;

Acheter toutes propriétés et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre à la compagnie, soit avant ou après son incorporation, ou relativement à la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires par l'émission d'actions entièrement libérées de la compagnie;

Vendre ou disposer autrement de l'entreprise de la compagnie, ou de toute partie de son entreprise pour la compensation que la compagnie croira convenable, et en particulier pour des actions ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, acquérir, prendre ou accepter, détenir des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie et en disposer;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1914, incorporating Messrs. Talbot Mercer Papineau, advocate, Claude Herbert Grundy, accountant, Minnie Bradley, secretary, Margaret Hartley, secretary, all of the city of Montreal, and Gertrude Harriet Flawn, secretary, of the town of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of publishers and printers of certain legal blank forms and documents together with directions for their completion and execution;

To sell or otherwise dispose of such blank documents and forms by mail orders, or in any other manner which may be deemed advisable;

To buy and sell books, magazines, newspaper and other periodical publications and stationery and fancy goods; to print and publish books and magazines and other printed matter;

To engage in a general printing and publishing business;

To acquire and take over as a going concern or otherwise any business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of any property suitable for the purpose of the company, and to pay for the same either in cash or in securities of the company or partly in both;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To purchase any property or to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company either after or prior to incorporation, or in about the formation of the company or the conduct of its business by the issue of fully paid-up stock of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To buy, acquire or subscribe for, or to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

Se fusionner, s'unir ou se joindre à toute personne, compagnie ou corporation exerçant une industrie semblable ou alliée à celle de la compagnie;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable ou alliée à celle de la compagnie;

Tout pouvoir ci-dessus mentionnée pourra être augmenté, mais ne sera pas limité par induction ou déduction de tout autre pouvoir, sous le nom de "The Legal Publishing Company of Canada", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1739

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix sept avril 1914, constituant en corporation MM. Arsène Laroque et James Corbeil, commis; Oscar Papineau, marchand; Emile Ouimet, commis; Jean-Baptiste Corbeil, marchand, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général d'hôteliers, de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences, confiseurs, pourvoyeurs; exercer l'industrie de fabricants et marchands, en gros et en détail, de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, de marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes autres industries de même nature;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou en disposer de toute façon tous les biens et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier tous lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel, ou restaurant, déjà en opération, et spécialement l'hôtel actuellement exploité par MM. Joseph Arthur Martin et Louis Dansereau, et faisant affaires ensemble à Montréal, sous la raison sociale de "J. A. Martin & Cie, cet hôtel comprenant la licence, fonds de commerce, achalandage, ameublement et tous autres accessoires, constituant le commerce d'hôtelier, exercé par les dits Joseph Arthur Martin et Louis Dansereau, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hôtel National Limitée", avec un fonds social

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar or allied business;

Any of the above powers may be extended, but shall not be limited to reference to or implication from any other power, under the name of "The Legal Publishing Company of Canada", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1740

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April 1914, incorporating MM. Arsène Laroque and James Corbeil, clerks, Oscar Papineau, merchant, Emile Ouimet, clerk, Jean Baptiste Corbeil, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Licence Act, confectioners, suppliers, to carry on the business of manufacturer and wholesale and retail dealers in wines, beer, spirits and liquors of all kinds, tobacco, cigars, cigarettes and any other business of a like nature;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and in any way dispose of any property and immovables necessary for the company's purposes, to hypothecate, pledge in any manner whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, bills payable, cheques, and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant, already in operation, and specially the hotel now operated by Messrs. Joseph Arthur Martin and Louis Dansereau, and carrying on business together in partnership, at Montreal, under the firm name and style of J. A. Martin & Cie. the hotel comprising the license, stock-in-trade, good will, furnishings and any other accessories constituting the hotel business operated and carried on by the said Joseph Arthur Martin and Louis Dansereau, and to pay for the same in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the company;

To acquire, lease, hold, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stocks or debentures or securities of any corporations carrying on the same kind of business as the present company;

To contract loans and to guarantee the reimbursement thereof in such a manner as may be determined by the directors of the company, and in particular by the issuing of debentures and bonds bearing an hypothec on the whole or part of the immovable property of the company;

To do all acts and exercise all the powers and to carry on any business incidental to the carrying on the objects for which the company is incorporated, under the name of "Hôtel National, Limitée", with a capital stock of nineteen

de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1801 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze avril 1914, constituant en corporation Dame Anna Lévesque, veuve de Joseph Aurèle Brisebois; Henri Montpetit, gérant; Antoine Huot, hôtelier; Jean-Baptiste Drapeau, négociant, et Arthur Mercier, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salle de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement;

Hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises sous le nom de "Hotel Brisebois, Limitée," avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzisième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,
1803 Sous-secrétaire de la province.

thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1802 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1914, incorporating Dame Anna Lévesque, widow of Joseph Aurèle Brisebois, Henri Montpetit, manager, Antoine Huot, hotel-keeper, Jean Baptiste Drapeau, trader, and Arthur Mercier, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billard and pool rooms, news-paper and magazine depots, cigar and tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, any hotel or restaurant, business and operate such business with or without the lands and buildings used in or destined for its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire, or to hold, by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its movable and immovable property;

To hypothecate its immovable and to pledge its moveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Hotel Brisebois, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,
1804 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze avril 1914, à "La Compagnie Beauchemin & Fils Limitée, incorporée par lettres patentes originaires, en date des huit avril 1902 et quinze août 1911, par lesquelles elle est autorisée à continuer ses affaires sous la nouvelle loi, avec ses pouvoirs déjà énumérés dans les dites lettres patentes, et, en plus, lui accordant les pouvoirs additionnels suivants:

Manufacturer le béton et toutes espèces d'ouvrages en béton, avec tous droits concernant ce genre de commerce; manufacturer des tuyaux d'égouts de toutes sortes, en béton, ciment, grès et tous autres matériaux propres à ce faire, en faire le commerce en gros et en détail et établir des usines, manufactures et fabriques à ces fins; opérer une ou des carrières et vendre toutes les pierres qui en proviendront;

Manufacturer et vendre toutes espèces de ciment et autres produits de carrières;

Acheter, recevoir à bail, échanger ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières, ou tous droits que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour l'exploitation de son dit commerce, et de vendre, donner à bail ou autrement disposer de toutes telles propriétés;

Acquérir et entreprendre les biens et l'achalandage de l'industrie manufacturière actuellement exercée par M. Alfred Beauchemin, à Sorel, Québec, pour la manufacture, confection et vente de tuyaux en béton, ciment, grès ou granite servant pour drainage, égouts, renvois d'eaux, etc.;

Importer, acheter et vendre toutes sortes de matières premières employées dans la manufacture et confection de ces tuyaux, et l'outillage et impléments nécessaires à la dite manufacture;

Faire toutes les choses qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'accomplissement de tous les objets ou aucun d'eux, pour lesquels la dite compagnie est incorporée;

Faire toutes les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charroyer, laver, passer au crible ou au concasseur, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres et sables, les roches et les pierres, dans le but de les employer à faire du béton, et les vendre ou autrement en disposer;

Manufacturer la terre, sable et le ciment et fabriquer tous les objets dans lesquels la terre et le sable ou le ciment entrent en tout ou en partie;

Exercer l'industrie de contracteur et d'entrepreneur ainsi que de fournisseur de matériaux;

Acquérir et posséder des vaisseaux pour le transport de la pierre et autres matériaux en rapport avec les opérations de cette Compagnie;

Acheter, posséder, se servir de bateaux de toutes espèces, les revendre et en faire un commerce;

Faire les affaires d'une fonderie en général et atelier pour machines et manufacturer toutes sortes de fer, acier, cuivre et autre travail en métal et aussi en faire le commerce;

Agir comme ingénieurs, fondeurs de fonte et acier, cuivre, bronze et tout autre métal qui est susceptible d'être fondu, agir comme forgerons, manufacturiers de toutes espèces d'articles en fonte, acier, fer ou métal quelconque, faire le commerce et établir des usines, manufactures et fabriques à ces fins;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April 1914, to "La Compagnie Beauchemin & Fils Limitée", incorporated by original letters patent bearing date the eight April, 1902, and eleventh August, 1911, whereby it is authorized to continue carrying on its business under the new law, with the powers already recited in the said letters patent, and moreover granting it the following additional powers;

To manufacture concrete and all kinds of concrete works, with all rights incidental to such business; to manufacture drain pipes of all kinds, with concrete, cement, earthenware and any other materials, capable to be used in the manufacture thereof, deal wholesale and retail therewith, and to establish works, manufactures and shops for such purposes, to exploit one or more quarries and sell all stone extradicted therefrom;

To manufacture and sell all kinds of cement and other quarry products;

To purchase, take on lease, exchange or otherwise acquire any moveable or immoveable property, or any rights which the company may deem necessary or suitable, for the carrying on of the said business, and to sell, give on lease or otherwise dispose of any such property;

To acquire and take over the assets and good will of the manufacturing business now carried by Mr. Alfred Beauchemin, at Sorel, Quebec, for the manufacturing making and sale of the concrete, cement, earthenware or gravite pipes for drains sewers, overflow, etc.

To import, purchase and sell all kinds of raw materials used in the manufacturing and making of such pipes and the equipment and implements necessary for the said manufacture;

To do all things which may be necessary or suitable for the attainment of all or any of the objects for which the said company is incorporated;

To carry on all operations by which the soil, earth, sand, rocks and stones may, for the purpose of utilizing them in the making of concrete, be mined, dug, raised, washed, cradled or broken, smelted, refined, crushed or treated in any manner whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To manufacture earth, sand and cement and to make any articles in the making of which, earth, sand or cement is used in whole or in part;

To carry on the business of contractor and supplier of materials;

To acquire and hold vessels for the transport of stone and other materials in connection with the business of the company;

To purchase, hold and use vessels of all kinds resell and deal with the same;

To carry on a general foundry and machine shop business, and to manufacture all kinds of iron, steel, copper and other work in metal, and deal in the same;

To act as engineers, founders of cast-iron and steel, copper, brass, and any other metal capable to be casted, act as blacksmiths, manufacturers of all kinds of articles in cast-iron, steel iron or any other metal whatever, to deal in and establish works, manufactures and factories for such purposes;

27 AVR 1914

Fondre, manufacturer ou forger des matériaux en acier, fonte, fer ou autre métal quelconque, et de toutes sortes de raccords, ajustements et connexions des mêmes métaux, (general fittings) et en faire le commerce en gros et en détail.

Acquérir, posséder, vendre, transporter, échanger, louer ou autrement détenir des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir d'autre commerce similaire et de payer en actions acquittées de la compagnie;

Faire toute autre chose nécessaire à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie;

Acquérir tout brevet d'invention, licences, marque de commerce, franchise, privilèges et pouvoirs de toutes personnes, société, compagnie ou corporation ou de tous pouvoirs publics, les posséder, exploiter et en disposer;

Vendre ou louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement, aux prix et aux conditions qui seront jugées convenables et recevoir en paiement, des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie; ou des intérêts ou parts dans toute société de personnes, syndicats de personnes ou toute autre considération ou autrement en disposer;

Contracter des emprunts sur son crédit ou en rapport avec ses placements, ou aux moyens d'émission de bons, obligations ou autrement;

Faire toutes choses convenables à l'accomplissement des fins et pour atteindre les buts ci-haut, et en la charte énumérée, qui pourraient profiter à la compagnie en aucun temps, et généralement exercer toute industrie que la compagnie croira pouvoir exercer avec les objets ci-haut, et dans sa charte mentionnés, ou qui pourraient augmenter la valeur ou rendre profitable les biens et les droits de la compagnie; les objets et les pouvoirs spécifiés et contenus dans ces divers paragraphes et clauses des présentes, ne seront limitées ni enfreintes d'aucune manière, par inductions ou déductions des termes de tout autre paragraphe ou clause que ce soit.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1767

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1914, constituant en corporation MM. Alexander Braun et Arsène Braun, hôteliers; Auguste Braun et Camille Braun, musiciens, et Eugène Braun, commis, de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers, restaurateurs, cafetiers et buvetiers et toutes autres affaires qui peuvent être exercées en rapport avec tel commerce et la vente des liqueurs, le tout sujet aux prescriptions de la Loi des Licences de Québec;

Acquérir par achat ou autrement, comme un commerce en opération, le commerce d'hôtel actuellement exploité à Montréal, sous le nom de "The Dominion Hotel", et continuer à exploiter le dit commerce, avec ses installations, fournitures, fonds de commerce, licence, clientèle, et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploitation du dit commerce et payer pour telle acquisition soit totalement ou partiellement, en argent ou en obligations ou actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

To cast, manufacture or forge, materials in steel, cast iron, iron, or any other metal whatever, and general fittings of the same metals and deal therewith wholesale and retail;

To acquire, hold, sell, transfer, exchange, lease or otherwise hold moveable or immoveable property;

To acquire any other similar business and to pay therefor in paid up shares of the company;

To do any other thing necessary for the attainment of the objects and purposes of the company;

To acquire any patents, licenses, trade marks, franchise, privileges and powers, from any persons, firms, companies or corporation or from public authorities, hold, exploit and dispose of the same;

To sell or lease the assets, undertaking and business of the company, in whole or in part, for such price and upon such conditions as may be deemed convenient and to receive in payment therefor shares, debentures, bonds or securities of any other company; or interest or shares in any association of persons, syndicates of persons, or any other consideration or otherwise dispose thereof;

To contract loans upon its credit or in connection with its investments or by means of bonds, obligations or otherwise;

To do all such things as may be suitable for the accomplishment of the objects and the attainment of the above purposes, and recited in the charter, which may be of benefit to the company at any time, and generally to carry on any business which may appear to the company capable of being carried on with the above objects, mentioned in the charter, or capable of enhancing the value of or rendering more profitable the company's property and rights; the objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses hereof, to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or clause whatever.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1768

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1914, incorporating Messrs. Alexander Braun and Arsene Braun, hotel-keepers; Auguste Braun and Camille Braun, musicians, and Eugene Braun, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels, restaurants, cafes, and bars and any other business which may be incidentally carried on with such business and the sale of liquors, the whole subject to the provisions of the Quebec License Law;

To acquire by purchase or otherwise as a going concern the hotel business now being carried on at Montreal, under the name of "The Dominion Hotel", and to continue carrying on said business with its equipment, furnishings, stock in trade, license, good-will, and other moveable assets generally used in the exploitation of said business and to pay for such acquisition either wholly or partly in cash or in bonds or paid up shares of the present company;

Acquérir par achat, échange ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, toute licence pour la vente de liqueurs spiritueuses, hôtels, cafés, buvettes ou restaurants licenciés en opération; continuer à exploiter le commerce des dits hôtels, cafés, buvettes et restaurants licenciés et payer pour telle acquisition soit en argent ou en obligations ou actions de la présente compagnie;

Se fusionner, s'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transaction capables d'être conduits directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie; acquérir par achat, échange ou autrement ou louer tous immeubles ou autres propriétés qui seront jugés nécessaires ou avantageux aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition soit en argent ou en obligations ou actions de la compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions, débentures, et toutes autres valeurs de toutes compagnies ou corporations engagées dans tout commerce semblable à celui de la présente compagnie et payer pour telle acquisition soit en argent ou en actions acquittées ou obligations de la compagnie;

Vendre et aliéner, en tout ou en partie, les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers, et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Emettre le tout ou aucune partie du stock de la compagnie comme entièrement acquitté et non sujet à appel en paiement de toutes propriétés immobilières ou mobilières, meubles ou immeubles ou autres biens acquis par la compagnie, ou, avec l'approbation des actionnaires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant le stock ou débentures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenables et dans l'intérêt de la compagnie;

Faire, exécuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires ou avantageux pour l'exploitation du dit commerce de la compagnie et sujet à la Loi des Licences de Québec, sous le nom de "Braun Limited", avec un capital actions de vingt mille (\$20,000.00) dollars, divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1759 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 16 avril 1914, constituant en corporation MM. Charles MacKay Cotton, Frederick Thomas Enright, avocats, Alexander Goodseer Fowler Ross, agent d'immeubles, Harold Woodcock, rentier, tous de la ville de Westmount, et Egbert William Westover, avocat, de la ville de Montréal, dans les buts suivants :

To acquire by purchase, exchange or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise any license for the sale of spirituous liquors, licensed hotel, cafe, bar or restaurant in operation; to continue carrying on the business of the said licensed hotels, cafes, bars and restaurants and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or in shares of the present company;

To amalgamate with, and enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; to acquire by purchase, exchange or otherwise or to lease any immovable or other property which may be deemed necessary or advantageous for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition, either in cash or in bonds or in shares of the company;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer shares, debentures, and any other securities of any company or corporation engaged in any business similar to that of the present company and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the company;

To sell and dispose of the assets of the company, in whole or in part, moveable or immovable, and the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company or corporation.

To issue the whole or any part of the stock of the company as fully paid up and non assessable in payment of any property, real or personal, moveable or immovable or other assets acquired by the company, or, with the approval of the shareholders, as remuneration for services rendered to the company in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration as the directors may deem advisable and in the interest of the company;

To do, execute and perform all other acts and things which may be deemed necessary or advantageous to the carrying on of the said business of the company and subject to the Quebec License Law, under the name of "Braun Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April 1914.

C. J. SIMARD,

1760 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th of April, 1914, incorporating Messrs Charles MacKay Cotton, Frederick Thomas Enright, advocates, Alexander Goodseer Fowler Ross, real estate agent, Harold Woodcock, gentleman, all of the city of Westmount, and Egbert William Westover, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

Entreprendre le chargement et le déchargement de navires et exercer l'industrie générale d'arrimeurs ;

Agir en qualité de courtiers pour l'achat, la vente et l'affrètement de navires de toutes descriptions ;

Agir en qualité de courtiers pour le placement d'assurances sur des navires de toutes descriptions et leurs cargaisons ;

Faire des conventions pour l'union des intérêts, ou conventions réciproques, ou concessions mutuelles avec toutes personnes ou personnes, sociétés ou corporations, exerçant une industrie en tout ou en partie semblable à celle que cette compagnie est autorisée à exercer ;

Emettre des actions de la compagnie en paiement de toute propriété qui peut être nécessaire à la compagnie ou pour rémunérer toutes personnes pour services accomplis pour la compagnie, sous le nom de "Montreal Vessel Agency, Limited", avec un capital-actions de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1755

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze avril 1914, constituant en corporation MM. Thibaudeau Rinfret, conseil en loi du Roi; Joseph Emile Billette, avocat; Arthur Reginald Whitney Plimsoll, avocat; Reigner Brodeur, avocat; Augustin Legault, étudiant en droit, tous de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de bois de sciage, bois à pulpe et bois de charpente, et manufacturer, fabriquer, vendre, acheter et trafiquer des bois de sciage, bois de charpente, billes et bois de toutes sortes, et tous ou aucun des articles qui en seront manufacturés, en tout ou en partie;

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'une compagnie de terrains et d'immeubles;

Acheter, louer, ou autrement acquérir et posséder des terrains de descriptions quelconques et où qu'ils se trouvent, et des permis de coupe de bois, limites à bois et baux, "claims", concessions forestières, emplacements d'estacades, droits de flottage, pouvoirs hydrauliques, lots de grève et autres commodités, servitudes, droits et privilèges quelconques;

Construire, acheter, ou autrement acquérir, exploiter, contrôler, gérer et faire le commerce (1) moulins ou machines, ateliers de construction pour machines, manufactures, usines, accessoires et matériel d'exploitation de toutes descriptions pour la coupe, le transport, le maniement, la fabrication et l'achèvement des billes et bois de sciage et de toute fabrication de bois, ou de bois et tous autres matériaux séparément et en combinaison, et de tous produits ou produits secondaires du bois ou autres matériaux quelconques; (2) entrepôts, magasins, boutiques, hangars, cours, bureaux, hôtels, pensions, restaurants, maisons pour ouvriers, logements, camps et constructions de toutes descriptions; (3) remorqueurs, bateaux, barges, chalands, navires, bateaux à vapeur, et autres vaisseaux de toutes descriptions, et des quais, docks, jetées, bassins de radoub et usines nécessaires à l'amélioration de la navigation, aussi constructions, accessoires et matériel pour le maniement du trafic sous toutes

To contract for the loading and unloading of vessels and do a general stevedoring business ;

To act as brokers for the buying, selling and chartering of vessels of all descriptions ;

To act as brokers for the placing of insurance on vessels of all descriptions and on the cargoes thereof ;

To enter into any arrangement for joining of interest, or reciprocal arrangement, or mutual concession with any person or persons, firms or corporations, carrying on business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on ;

To issue shares of the company in payment of any property that may be necessary for the company or to remunerate any persons for services performed for the company, under the name of "Montreal Vessel Agency, Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 16th of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1756

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1914, incorporating Messrs. Thibaudeau Rinfret, King's Counsel, Joseph Emile Billette, advocate, Arthur Reginald Whitney Plimsoll, advocate, Reigner Brodeur, advocate, Augustin Legault, student-at-law, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on in all its branches a lumber, pulp wood and timber business, and to manufacture, produce, buy, sell, and deal in lumber, timber, logs, and wood of all kinds, and all or any articles to be made wholly or partly therefrom;

To carry on in all its branches the business of a land and real estate company;

To purchase, lease, or otherwise acquire and own lands of whatsoever description and wheresoever situate, and timber licenses, limits and leases, claims, berths, concessions, booming grounds, driving rights, water powers, water lots, and other easements, servitudes, rights and privileges whatsoever;

To construct, buy, or otherwise acquire, operate control manage, and deal (1) mills or machinery, machine shops, factories, works, appliances and equipment of every description, for the cutting, transportation, handling, manufacture and finishing of logs and lumber and of any manufacture of wood, or of wood and any other materials severally and in combination, and of all products or by products of wood or other materials whatsoever; (2) warehouses stores, shops, sheds, yards, offices, hotels, boarding houses, restaurants, workmen's houses, dwellings, camp, and structures of any description; (3) tugs, boats, barges, scows, ships, steamers, and other vessels of every description, and wharves, docks, piers, slips and works to the improvement of navigation, also structures, appliances, and equipment for the handling of traffic in any form; (4) reservoirs, dams, aqueducts, canals, flumes, drains, timber chutes, bridges, road ways, logging railways on hand owned or controlled by the company,

ses formes; (4) bassins, écluses, aqueducs, canaux, glissoires, drains, couloirs, ponts, chemins de halage, chemins de fer forestiers sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, et tous autres usines, accessoires et matériel en rapport avec ce qui précède; (5) bâtisses pour la fabrication du pouvoir, outillage, machines, matériel et usines pour la production, distribution et utilisation de toutes formes de pouvoirs et pour fins d'éclairage, de chauffage ou autres; pourvu que la vente, distribution ou transmission de pouvoir ou énergie électriques, hydrauliques ou autres au-delà des terrains de la compagnie se fassent dans le comté d'Ottawa et soient subordonnées aux règlements locaux et municipaux à cet effet;

Acquérir par achat, bail, échange, ou autrement et employer, posséder et améliorer des terrains, tenements, héritages, immeubles et intérêt en iceux, et exercer en général le commerce d'une compagnie de terrains, avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, défricher, coloniser, cultiver, louer, engager, hypothéquer, échanger, vendre des immeubles et terrains, cultivés ou non, et tous intérêts et droits sur iceux, en faire le commerce et en disposer autrement, et à cette fin payer et placer du capital pour acheter, arpenter, défricher et améliorer, développer et préparer pour l'occupation et l'établissement, tels terrains qui peuvent être nécessaires pour les fins de la dite compagnie, et sur tels terrains faire, construire, ériger, bâtir et entretenir des routes, ponts et autres communications intérieures, maisons, moulins, manufactures et fabriques et autres constructions et travaux nécessaires ou convenables pour l'occupation ou l'amélioration de tous tels terrains et y opérer et faire tous travaux d'améliorations;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux;

Vendre, affermer, céder, échanger, aliéner ou autrement commercer tels immeubles ou aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer tous tels biens en lots à bâtir, rues, allées, squares ou autrement;

Avancer des argents sous forme de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour fins de constructions ou autres améliorations, aider au moyen d'avances d'argent ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts, et autres travaux d'améliorations censés rendre plus faciles d'accès les biens de la compagnie et en accroître leur valeur;

Prendre et détenir des mort-gages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou de tout argent dû à la compagnie par les acheteurs ou les avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations;

Placer des argents dans des propriétés immobilières pour le bénéfice de toute personne ou corporation; entreprendre la surveillance et la gestion des placements ainsi faits et des placements semblables, et garantir leur valeur;

Acquérir et posséder des édifices pour bureaux, maisons de rapport, et aucune et toutes sortes d'autres édifices, et les vendre ou les louer ou aucune partie d'iceux et agir en qualité de gérants ou agents pour tels édifices;

Demander et acquérir en aucune manière des brevets d'invention, droits de patentes, procédés, marques de commerce, droits d'auteurs ou tous autres privilèges ou protections de même nature pour ou se rapportant à toute substance ou articles ou objets susceptibles de fabrication ou convena-

and all other works, appliances and equipment incidental to the foregoing; (5) power houses, plants, machinery, equipment, and works for the generation, distribution and utilization of any form of power and for lighting, heating, or for any other purpose; provided that any sale, distribution, or transmission of electric, hydraulic, or other power, or force, beyond the lands of the company, be in the county of Ottawa and be subject to local and municipal regulations in that behalf;

To acquire by purchase, lease, exchange, or otherwise, and to use, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immovables and interest therein, and generally to carry on the business of a land company, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, pledging, hypothecating, exchanging, selling, and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands, whether cultivated or not, and any interest and right therein, and for that purpose to pay out and invest capital in purchasing, surveying, clearing and improving, developing and preparing for occupation, and settlement, such lands as may be necessary for the purposes of the said company, and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges, and other internal communications, houses, mills, factories, and manufactures and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands and to operate and carry on any works of improvements thereon;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in buildings, lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans, to purchasers or lessees of any part of the company, real estate for building purposes or other improvements, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value.

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To invest moneys in immovable property for the benefit of any person or corporation; to undertake the care and management of investments so made and similar investments, and guarantee the security of the same;

To acquire and own office buildings, apartment houses, and any and all other classes of buildings, and to sell or lease the same or parts thereof and to act as managers or agents for such buildings;

To apply for and acquire on any terms letters patent of invention, patent rights, processes, trade marks, copy-rights, or any other privileges or protections of a like nature for or connected with any matter, articles, or subject of manufacture or convenient for the business of the

bles pour l'industrie de la compagnie et les faire valoir en les manufacturant ou les travaillant, ou accorder des permis à cet égard ou autrement;

Acheter ou acquérir autrement ou entreprendre tout ou aucune partie du commerce des biens, de l'actif ou le passif de toute personne, société commerciale, ou compagnie exerçant un commerce avec des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou en possession de biens convenables et propres aux fins de la compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement, soit en tout ou en partie, de tous tels biens, immobiliers ou mobiliers, meubles ou immeubles, commerce, droits, prétentions, privilèges et concessions;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations et autres valeurs de toute autre compagnie, corporations ou personnes, exerçant ou engagées dans tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou à s'engager, et acquérir, détenir, vendre ou disposer autrement de telles actions, obligations ou autres valeurs;

Rémunérer par paiement en argent, et avec l'approbation des actionnaires en stock, obligations ou toute autre manière, toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie dans la conduite de l'affaire;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à entreprendre ou exercer, ou se fusionner avec toute telle compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent afin d'aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autrement, de toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution de tous contrats par toutes telles personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces tous biens ou actif de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou compagnies qui pourront acheter ou entreprendre, soit en tout ou en partie, les biens, actif ou passif de cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Placer et prêter les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il pourra de temps à autre être déterminée;

Vendre, louer, échanger, en tout ou en partie, les biens, droits ou entreprises de la compagnie ou en disposer autrement pour telle considération qu'il pourra être convenu, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire des conventions avec tout gouvernement ou autorités suprêmes, municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorités, tous droits, privilèges et concessions qui peuvent être désirables d'obtenir, et exécuter, exercer et se conformer, ou vendre ou disposer de tous tels conventions, droits, privilèges et concessions;

company, and to turn the same to account by manufacturing or working the same, or granting licenses in respect thereof or otherwise;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership, or company carrying on business with objects similar in whole or in part to those of the company, or possessed of property suitable and proper for the purposes of the company, and to issue paid up shares, bonds, or debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any such property, real or personal, moveable or immoveable, business, rights claims, privileges, and concessions;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds and other securities of any other company, corporation or individual, carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, sell, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To remunerate by payment in cash and with the approval of the shareholders in stocks, bonds or any other manner any person or persons, corporation or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of the shares of the stock of the company, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company in the conduct of the business;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on or to amalgamate with any such company;

To raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, securities or otherwise of any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such persons with whom the company may have business relations;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased or taken over, either in whole or in part, the property, assets or liabilities of this company;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part with those of this company;

To invest and lend the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights, or undertakings of the company, for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To enter into any arrangement with any government or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authorities, any rights, privileges and concessions which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with, or sell, or dispose of any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Faire des donations et souscriptions pour tous objets tendant à promouvoir l'intérêt de la compagnie, et créer et contribuer au fonds de pension ou autres fonds et systèmes pour le bénéfice des personnes employées par la compagnie, ou les épouses, veuves, enfants, ou les dépendants de toutes telles personnes, et souscrire ou garantir des fonds pour toutes fins charitables ou publiques;

Faire tous tels autres actes et choses propres à atteindre les objets susdits, ou aucun d'eux, et exercer toute industrie pour la fabrication ou autrement alliée aux fins et objets énoncés, et qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être exercés convenablement par elle ou censée, directement ou indirectement, augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Chacune des clauses précédentes doit être interprétée indépendamment l'une de l'autre, sous le nom de "Boyer West Realty & Lumber Company, Limited", avec un capital-actions de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1851

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1914, constituant en corporation MM. Frank Carrel, journaliste; Octave Bédard et James A. McGowan, agents d'immeubles de Québec; L. M. Miller et C. J. De Tounancourt, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux ou comme agents, acquérir par achat, échanger ou autrement des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser et améliorer, et acquérir par achat, échange ou autrement, louer, bâtir, construire, améliorer, et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, acquérir des droits et privilèges, les payer en argent, parts, débetures ou autrement, les vendre, louer et en disposer de quelques façons que ce soit;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie, ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie;

Faire des avances en argent par prêts aux acheteurs de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de constructions ou autres améliorations;

Aider, avec l'approbation des actionnaires de la dite compagnie, par argents avancés ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues et aqueducs, canaux d'égouts ou autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et en augmenter la valeur;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but que celui de cette compagnie et faisant

To make donations and subscriptions to any objects likely to promote the interest of the company, and to create and contribute to pension and other funds and schemes for the benefit of person employed by the company; or the wives, widows, children, or dependents of any such persons, and to subscribe or guarantee money for any charitable or public object;

To do all such other acts and things as are incidental conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to carry on any business for the manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects set forth, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by its or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the properties or rights of the company;

Each of the foregoing clauses is to be read independently of the other, under the name of "Boyer West Realty & Lumber Company, Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1852

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1914, incorporating Messrs Frank Carrel, journalist, Octave Bédard and James A. McGowan, real estate agents, of Quebec, L. C. Miller and C. J. De Tounancourt, of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in real estate, as principal or agent, and acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide subdivide and improve the same and acquire by purchase, exchange or otherwise, and lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings and generally all kinds of moveable and immoveable property, rights and privileges and pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise and sell, lease or dispose of same in any manner whatsoever;

To sell and exchange the whole or part of the said property as well as the improvements and buildings which may be made or erected thereon and accept in payment therefor cash, shares in other companies, debentures, notes or other securities, and to pay any necessary commissions for the sale of the whole or part of the said property;

To make cash advances by way of loans to the purchasers of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements; With the approval of the shareholders of the said company, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets and waterworks, sewers or other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company or carrying on business

affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie;

Vendre et disposer autrement d'aucune partie d'immeubles ou toute propriété possédés par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, débetures et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable à celui-ci, en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés.

Acquérir et posséder toutes franchises, privilèges, entreprises, propriétés, droits, baux, contrats, immeubles, actions, actifs, et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus à une valeur jugée raisonnable par la compagnie;

Acheter, louer ou autrement, acquérir la propriété ou la jouissance de toutes propriétés et en payer le prix, ou une partie d'icelui en actions acquittées de la dite compagnie;

Faire, exécuter et accomplir tous actes contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et qui sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue;

Payer par actions acquittées dans la compagnie pour services professionnels ou autres, achat ou échange de terrains, marchandises, travaux de constructions et autres, sous le nom de "Three Rivers Land Company", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1859

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1914, constituant en corporation MM. Honorable Cameron Edwards et Ward Campbell Hughson, marchands de bois, de la cité d'Ottawa, P. O., George Henry Millen, manufacturier, de la cité de Hull, P. Q., John Burton White, de la ville de Montréal, et Robert MacLaren Kenny, de la ville de Buckingham, P. Q., tous deux marchands de bois, dans les buts suivants:

Organiser, établir, installer, mettre en opération et entretenir des systèmes et méthodes dans le but de donner une protection plus efficace contre l'incendie pour les terrains boisés des rivières Gatineau, Lièvre, Rouge, North Nation et les vallées y comprises et les districts arrosés par ces rivières et autres terrains boisés y adjacents;

Diriger la lutte contre tous les incendies éclatant sur ou menaçant les terrains et concessions forestières appartenant aux actionnaires de la compagnie ou sur lesquels la compagnie aura convenu d'étendre ses opérations;

Poursuivre et aider dans la poursuite des violeurs des lois et règlements provinciaux contre le feu;

Promouvoir et aider à la promotion d'une législation progressive et moyens éducateurs pour la protection et conservation des forêts et terrains boisés, et co-opérer avec toutes autorités compétentes, soit fédérales, provinciales, municipales ou autres, dans la protection des forêts et terrains boisés et l'entretien des réserves forestières;

capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company;

To sell and otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration, and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept shares, debentures and securities of any other company having similar objects in payment or in part payment thereof;

To acquire and own any franchises, privileges undertaking, property, rights, leases, contracts, real estate, stock, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue thereof at a fair value thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire the ownership or engagement of any property and to pay the price or part of the price thereof in paid up shares of the said company;

To do execute, and perform all acts, contract and things whatsoever resulting from the present powers and suitable for the purposes and objects which this company has in view;

To pay in paid up shares of the company for professional or other services, purchase or exchange of lands, goods, construction works and others, under the name of "Three Rivers Land Company", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal places of business of the corporation, will be in Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1860

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1914, incorporating Messrs Honorable William Cameron Edwards, and Ward Campbell Hughson, lumbermen, of the city of Ottawa, P. O., George Henry Millen, manufacturer, of the city of Hull, P. Q., John Burton White, of the city of Montreal, and Robert MacLaren Kenny, of the town of Buckingham, P. Q., both lumberman, for the following purposes:

To organize, establish, instal, operate and maintain systems and methods for the purpose of providing for more efficient protection from fire for the timber lands of the Gatineau, Lievre, Rouge, North Nation and intermediate valleys and the districts drained thereby, and other timber lands adjacent thereto;

To supervise the fighting of all fires occurring on or endangering the lands and limits belonging to shareholders of the company or over which the company shall have agreed to extend its operations;

To prosecute and assist in the prosecution of transgressors of the provincial fire laws and regulations;

To promote and assist in the promotion of progressive legislative and educational measures for the protection and conservation of forests and timber lands, and to co-operate with all proper authorities whether Federal, Provincial, Municipal or otherwise in the protection of forest and timber lands and the maintenance of forest reserves;

Bâtir, construire, établir, entretenir et mettre en opération des lignes de téléphone et des systèmes pour l'avancement des objets de la compagnie;

Bâtir, construire, établir et entretenir des chemins et sentiers à travers les terrains et concessions forestières, possédés, occupés ou détenus par les actionnaires de la compagnie ou sur lesquels la compagnie aura convenu d'étendre ses opérations, et, par des mesures légales, à travers tous terrains jugés nécessaires pour y établir des communications;

Bâtir, construire et entretenir des tours d'observation et des stations vigies dans différentes localités ou terres possédées, occupées ou détenues par les actionnaires de la compagnie ou sur lesquelles la compagnie aura convenu d'étendre ses opérations, ou, par des mesures légales, sur telles autres terres selon qu'il sera jugé nécessaire ou désirable;

Rapprocher toutes ou aucune corporations, sociétés commerciales ou personnes possédant ou ayant affermée des concessions forestières, terrains ou eaux pour fins de chantier, pêche ou chasse dans le district mentionné dans la clause (1) des présentes dans le but d'obtenir la co-opération de toutes telles personnes pour la protection des forêts contre l'incendie;

Faire des appels de temps à autre aux actionnaires de la compagnie, qu'ils soient propriétaires, locataires ou permissionnaires de concessions forestières ou limites à bois dans le territoire compris dans les opérations de la compagnie, de telle manière qu'il peut être prescrit par les règlements de la compagnie, dans le but de se procurer des fonds pour rencontrer les dépenses de la compagnie et exécuter les objets pour lesquels elle est incorporée;

Faire des conventions avec les actionnaires de la compagnie et autres personnes pour l'accomplissement par la compagnie des obligations imposées par les Règlements Provinciaux contre le Feu au sujet des terrains boisés et concessions forestières de tels actionnaires et autres personnes et pour étendre les opérations de la compagnie de manière à contenir et renfermer tels terrains boisés et concessions forestières.

Faire des conventions avec toutes autorités provinciales, municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges, concessions et assistance que la compagnie croira désirables d'obtenir.

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des lettres de change, billets promissoires, chèques, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Pour les fins de la compagnie, acquérir par don, bail, achat ou autrement et posséder et détenir et vendre, céder, louer, hypothéquer, échanger des biens immobiliers et mobiliers, des propriétés immobilières et mobilières, droits et privilèges de toutes sortes et nature quelconques, en faire le commerce ou en disposer autrement;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir et entreprendre par achat, bail ou autrement, le tout ou aucune partie du commerce, propriété et biens de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou un commerce en tout ou en partie semblable, ou en possession de biens convenables pour les fins

To build, construct, establish, maintain and operate telephone lines and systems for the furtherance of the objects of the company ;

To build, construct, establish and maintain roads and trails upon and over the lands and limits owned, occupied or held by shareholders of the company or over which the company shall have agreed to extend its operations, and by legal means upon and over all lands deemed necessary to establish communication therewith ;

To build, construct and maintain observation towers and lookout stations in different localities on lands owned, occupied or held by shareholders of the company or over which the company shall have agreed to extend its operations, or by legal means on such other lands as may be deemed necessary or desirable ;

To bring closer together all or any corporations, partnerships or persons owning or leasing any timber limits, lands or waters for lumbering, fishing or hunting purposes in the district mentioned in clause (1) hereof for the purposes of obtaining the co-operation of all such persons towards the protection of forests from fire ;

To make assessments from time to time upon shareholders of the company as may be the owners, lessees or licensees of timber lands or timber limits in the territory covered by the operations of the company in such manner as may be prescribed by the by-laws of the company for the purpose of providing funds to meet the expenses of the company and to carry out the objects for which it is incorporated ;

To enter into agreements with shareholders of the company and others for the performance by the company of the obligations imposed by the Provincial Fire Protective Regulations in respect of the timber lands and limits of such shareholders and others and for extending the operations of the company so as to include and cover such timber lands and limits ;

To enter into any arrangement with any authorities, Provincial, Municipal, Local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions and aid which the company may think it desirable to obtain ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue bills of exchange, promissory notes, cheques, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

For the purposes of the company, to acquire by gift, lease, purchase or otherwise and to own and hold and to sell, convey, lease, mortgage, exchange or otherwise dispose of or deal with real and -personal, immoveable and moveable estate and property rights and privileges, of every kind and nature whatsoever;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the business, property and assets of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or similar thereto in whole or in part or possessed of property suitable for the purposes of the company

and to pay for de la compagnie et les payer, en tout ou en partie, avec des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de cette compagnie.

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement, détenir et posséder et tant qu'elle les détiendra, exercer tous les droits et privilèges de détenteurs et propriétaires d'iceux, et vendre, céder, transférer et disposer, avec ou sans garantie, et en faire le commerce sous tels termes et conditions et de telle manière que cette compagnie jugera à propos, les actions, stock, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant tout commerce capable d'être exercé de façon à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de cette compagnie en espèces ou autrement toute propriété ou biens de cette compagnie;

Exercer tout autre commerce susceptible d'être exercés convenablement en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie ou y alliés, ou censé directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les faire valoir, et faire en général tous les actes et choses, exercer et jouir de tous tels pouvoirs, droits et privilèges et exercer tout commerce nécessaire à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, ou s'y rapportant ou tendant à les atteindre;

Que les actions du capital de la compagnie ne seront pas transférables excepté avec le consentement des directeurs de la compagnie et qu'aucune personne, société commerciale, ou corporation n'auront droit ou ne pourront posséder ou détenir des actions du capital de la compagnie sans le consentement des directeurs, sous le nom de "The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Hull, P. Q.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1914.

C. J. SIMARD,

1857 Sous-secrétaire de la province.

No 775-14.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François Régis, dans le comté de Labelle, les biens fonds compris dans les limites suivantes, savoir:

La partie sud-est des lots Nos. 1 à 6 inclusivement du rang H, les lots Nos 7 à 9 inclus du rang J, les lots Nos 9 à 13 inclus du même rang (étant la partie longeant le canton Kiamika) et les lots Nos 11 à 16 inclus du rang G, tous dans le canton Campbell, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Val-Barrette".

1855

same in whole or in part with shares, bonds; debentures or other securities of this company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To purchase, take in exchange or otherwise acquire, hold and own and whilst holding the same to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof and to sell, assign, transfer and dispose of with or without guarantee and deal with upon such terms and conditions and in such manner as this company may see fit the shares, stock, bonds, debentures or other securities of any other company or companies having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company;

To distribute among the shareholders of this company in specie or otherwise any property or assets of this company;

To carry on any other business capable of being conveniently carried in connection with the business or objects of the company or germane thereto or calculated directly or indirectly to enhance the value of or to render valuable any of the company's property or rights and generally to do all acts and things and exercise and enjoy all such powers, rights and privileges and to carry on all business necessary to the fulfillment of the objects for which the company is incorporated or incidental or conducive to the attainment of the same;

The shares in the capital stock of the company shall not be transferable except with the consent of the directors of the company and no person, firm or corporation shall be entitled or allowed to own or hold shares in the capital stock of the company without the consent of the directors, under the name of "The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Hull, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1914.

C. J. SIMARD,

1858 Deputy Provincial Secretary

Nq. 775-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 23rd April, 1914.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint François Régis, in the county of Labelle, the lots and lands comprised within the following limits, to wit:

The south-east part of lots Nos. 1 to 6 inclusive of range "H", the lots Nos. 7 to 9 inclusive of range "J", the lots Nos 9 to 13 inclusive of the same range (being the portion adjoining the township of Kiamika) and the lots Nos. 11 to 16 inclusive of range "G", all in the township of Campbell, and to erect the whole of this territory into a distinct school municipality under the name of "Val-Barrette".

1856

No 2985-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 16 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Canton Campbell, les lots Nos 19 à 32 inclus du rang 1, (ceci comportant le village de Mont-Laurier), les lots Nos 15 à 33 inclus du rang 2 du dit canton Campbell.

2. De la municipalité scolaire de Robertson et Pope, les lots Nos 52 à 59 inclus du rang 2 du canton Robertson, les lots Nos 43 à 59 inclus du rang 3 du canton Robertson, (ceci comprend le village de Rapide de l'Original), les lots Nos 1 à 6 inclus du rang 3 et 4 du canton Pope, les lots Nos 42 à 59 inclus du rang 4 du canton Robertson et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Mont-Laurier".

1715

No 537. 14.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 16 avril 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer le territoire régi par les commissaires d'écoles de Ville de Montcalm (quartier Belvédère), dans le comté de Québec-Centre, au territoire de la commission scolaire catholique de la cité de Québec. Le territoire de Ville de Montcalm est borné par la cité de Québec, la paroisse de Saint-Malo, la paroisse de Saint-Colomban de Sillery, la paroisse de Sainte-Foye et la municipalité de la Petite Rivière.

1719

AVIS

Avis est par le présent donné que le "Club Chevalier de Lévis" a, par une résolution dûment approuvée par les directeurs du dit club à une assemblée tenue le 5 avril courant (1914), changé son nom en celui de "Cercle Chevalier de Lévis".

Donné conformément à l'article 7235 S. R. P. Q., 1909.

1731

La compagnie "The British & Colonial Furniture Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Aaron E. Jackson, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 20 avril 1914.

1865

No. 2985-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 16th April, 1914.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach:

1. From the school municipality of township Campbell, the lots Nos. 19 to 32 inclusive of range 1 (that comprising the village of Mont-Laurier) the lots 15 to 32 inclusive of range 2 of the said township Campbell;

2. From the school municipality of Robertson and Pope, the lots Nos 52 to 59 inclusive of range 2 of the township Robertson, the lots Nos 43 to 59 inclusive of range 3 of the township Robertson, (that comprising the village of Rapide de l'Original), the lots Nos 1 to 6 inclusive of ranges 3 and 4 of the township Pope, the lots Nos 42 to 59 inclusive of the township Robertson and to erect the whole of the said territory into a distinct school municipality under the name of "Mont-Laurier".

1716

No. 537. 14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 16th April, 1914.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to annex the territory under the control of the school commissioners of the town of Montcalm (Belvédère ward), in the county of Quebec Centre, to the territory of the Catholic school commission of the city of Quebec. The territory of the town of Montcalm is bounded by the city of Quebec, the parish of Saint-Malo, the parish of Saint-Colomban de Sillery, the parish of Sainte Foye and the municipality of Petite Rivière.

1720

NOTICE

Notice is hereby given that the "Club Chevalier de Lévis" has, by a resolution duly approved by the directors of the said club at a meeting held, on the 5th April instant (1914), changed its name to that of "Cercle Chevalier de Lévis".

Given pursuant to article 7235 R. S. P. Q., 1909.

1732

The company "The British & Colonial Furniture Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Aaron E. Jackson, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 20th April, 1914.

1865

Avis Divers

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITE DU COMTE DE RICHMOND

Aux habitants des municipalités du canton de Shipton et du village de Danville.

Avis public est, par le soussigné, Percy Clare Duboyce, secrétaire du comté de Richmond,

Par le présent donné que, par arrêté en conseil, daté le 9 avril 1914, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de cette province de ratifier la résolution du conseil municipal de ce comté, passée le dixième jour de septembre 1913, par laquelle la requête de la "Asbestos & Asbestic Co., Ltd.," a été accordée, détachant les lots cadastraux numéros 8B et 9B (huit B et neuf B), du troisième rang du canton de Shipton du dit canton et les annexant au village d'Asbestos pour fins municipales, le tout conformément aux dispositions des articles 41 et 72 du code municipal de cette province.

Donné à Richmond, Qué., ce 16 avril 1914.

(Signé) P. C. DUBOYCE,
Secrétaire-trésorier.

Pour copie conforme,

P. C. DUBOYCE,
1749 Sec.-trés. comté de Richmond.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

No 47.

Dame Regina Martel, du village de LaProvidence, épouse de Joseph Beaupré, fils, maintenant résidant en lieux inconnus, la dite dame dûment autorisée à *ester en justice*,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Beaupré, fils, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 7 avril 1914. 1861

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 1730.

Dame Gussie DeManny, des ville et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Fels du même lieu, marchand, dûment autorisée à *ester en justice*,
Demanderesse ;

vs

Abraham Fels, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 12 mars 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la demanderesse.

1743

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RICHMOND

To the inhabitants of the municipalities of the township of Shipton and the village of Danville.

Public notice is, by the undersigned, Percy Clare Duboyce, secretary of said county of Richmond,

Hereby given that the honorable Lieutenant-Governor of this province, by order in council, dated the 9th of April, 1914, has been pleased to approve of the resolution of the municipal council of this county passed on the 10th day of September, 1913, whereby the petition of the Asbestos & Asbestic Co., Ltd., was granted, dismembering lots cadastral numbers 8 B and 9 B (eight B and nine B) of the third range of the township of Shipton from said township and joining them to the village of Asbestos for municipal purposes, the whole pursuant to the provisions of articles 41 and 72 of the municipal code of this province.

Given at Richmond, Que., this 16th April, 1914.

(Signed) P. C. DUBOYCE,
Secretary-treasurer.

A true copy,

P. C. DUBOYCE,
1750 Sec.-treas. Richmond county.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe.

No. 47.

Dame Regina Martel, of the village of LaProvidence, district of Saint Hyacinthe, wife of Joseph Beaupré, junior, now residence in parts unknown, the said plaintiff duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Beaupré, jr, Defendant.
An action *en séparation de biens* has been to-day instituted in this case.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 7th April 1914. 1862

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 1730.

Dame Gussie DeManny of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Fels, of the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs

Abraham Fels, of the same place, Defendant.
Action for separation as to property has been entered against the defendant on the 12th March, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for plaintiff.

1744

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 4258.

Dame Emélie Lenoir, épouse commune en biens
de Armand Aubry, menuisier, de la cité et du
district de Montréal, et dûment autorisée à
ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Armand Aubry, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée
contre le défendeur.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 avril 1914.

1795

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Ludger Rainproof Co., Montréal,

Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 13
mai 1914, après laquelle date les dividendes
seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,

Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs.

75, Saint-François-Xavier, Montréal.

Montréal, 25 avril 1914.

1845

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Imperial Costume Co., Montréal,

Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au
13 mai 1914, après laquelle date les dividendes
seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,

Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud et DesRosiers,
Comptables et liquidateurs.

Montréal, 25 avril 1914.

1843

Cour Supérieure

Province de Québec,
District of Montreal.

No 237.

In re Modern Garage Co. Ltd., Montréal.

En liquidation.

Un premier et dernier dividende a été pré-
paré dans l'affaire ci-dessus et sera sujet à ob-
jection jusqu'au 11 mai 1914, après laquelle
date le dividende sera payable à mon bureau,
No 3, rue Notre-Dame Est, Montréal,

J. G. DUHAMEL,

Liquidateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,

No 3, Notre-Dame Est.

Montréal, 20 avril, 1914.

1809

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 4258.

Dame Emélie Lenoir, wife common as to property
to Armand Aubry, carpenter, of the city and
district of Montreal, and duly authorized to
to ester in justice, Plaintiff;

vs

The said Armand Aubry of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property as been
instituted against defendant.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th April, 1914.

1796

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re London Rainproof Co., Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
which will be open to objection until 13th May,
1914, after which date dividends will be payable
at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,

Joint curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators.

55, Saint François Xavier street, Montreal.

Montreal, 25th April, 1914.

1846

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Imperial Costume Co., Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
which will be open to objection until 13th May,
1914, after which date dividends will be payable
at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,

Joint curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators.

Montreal, 25th April, 1914.

1844

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,

No. 237.

In re Modern Garage Co. Ltd., Montreal,

In liquidation.

A first and final dividend has been prepared
in the above matter, which will be open to ob-
jection until the 11th day of May, 1914, after which
date the dividend will be payable at my office,
No. 3, Notre Dame street East, Montreal.

J. G. DUHAMEL,

Liquidator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,

No. 3, Notre Dame street East.

Montreal, 20th April, 1914.

1810

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Frank C. Fox, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 13 mai 1914, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 25 avril 1914. 1841

District de Roberval.

Re Joseph Bouchard, marchand, Hébertville Station, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 mai 1914, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu, Québec.
Québec, 22 avril 1914. 1829

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 67.

Paul Herbart, marchand de tabac, de Montréal, a fait cession de ses biens, le 15 avril 1914, et j'ai été nommé gardien provisoire.

SYLVAIN HUGONENC.

Montréal, 22 avril 1914. 1811

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re Sam Vineberg, de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 22 avril 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
1813

Ordre de Cour*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.

No 3396.

Gough Sellers & Co., Demandeurs;

vs

Z. Hetch, Défendeur;

&

B. Glickman, Opposant.

Conformément à un jugement rendu le 20ième jour d'avril 1914, par l'honorable juge S. Beaudin, il est ordonné aux créanciers du défendeur qui n'ont pas encore produit leur

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Frank C. Fox, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 13th May, 1914, after which date dividends will be payable at my office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint urators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55, Saint Francois Xavier street, Montreal.
Montreal, 25th April, 1914. 1842

District of Roberval.

Re Joseph Bouchard, merchant, Hébertville Station, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 11th May, 1914, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building, Quebec.
Quebec, 22nd April, 1914. 1830

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 67.

Paul Herbart, tobacconist, of Montral, has made an abandonment of his property on the 15th April, 1914, and I have been appointed provisional guardian.

SYLVAIN HUGONENC.

Montreal, 22nd April, 1914. 1812

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Sam Vineberg, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgement of the superior court, dated the 22nd of April, 1914, I have been appointed curator to the above name estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint Francois Xavier, street, Montreal.
1814

Order of the Court*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 3396.

Gough Sellers & Co., Plaintiffs;

vs

L. Hetch, Defendant;

&

B. Glickman, Opposant.

In conformity with a judgment rendered on the 20th of April, 1914, by the Honorable judge S. Beaudin, it is ordered to the creditors of the said defendant who have not yet

réclamation entre les mains du protonotaire de la cour supérieure de le faire d'ici 15 jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, et ce, conformément aux articles 673 à 674 du code de procédure civile.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire, C. S.
Montréal, 22 avril 1914. 1847

filed their claims with the Prothonotary of the Superior Court, to do so within the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, and that, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary, S.
Montréal, 22nd April, 1914. 1848

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.
Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 1439

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "*The Official Gazette*", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariablely payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.
Government House.
Québec, 4th April, 1914 1440

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Belly vs Gagnon	991
" Chicoine vs Beaugard	991
" DeManny vs Fels	1029
" Lenoir vs Aubry	1030
" Martel vs Beaupré, fils, jr	1029

ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —Dme Deschênes vs Lalonde, 992.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Michel, 990; Legal Aid Society of Greater Montreal, 988.

AVIS:—Asbestos & Asbestic Co. Ltd., 1029; Cie Immobilière Lauzon & Québec, 993; Club Chevalier de Lévis, 1028.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS:—The Bon Ami Company, 972; The British & Colonial Furniture Coy, Ltd., 1028.

DEMANDE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL:—Ville de Roberval, 992.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Arseneault	996
Bouchard	1031
Bouchard & Cie	995
Cardin	996
Charest	996
Couture (Dme)	995
Fox	1031
Herbart	1031
Imperial Costume Co	1030
London Rainproof Co	1030

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Avenue Company Ltd.	974
Boyer West Realty & Lumber Coy	1021
Brown Ltd	1019
Compagnie Paul, Ltée	988
Derby House, Ltd	981
Drury's Ltd	983
J. E. Champagne & Cie	985
J. T. R. Pélodeau Hotel, Ltée	977
Hôtel Brisebois	1017
Hôtel National, Ltée	1016
Hôtel Riendeau, Ltée	976
La Cie Beauchemin & Fils, Ltée	1018
La Cie d'Imprimerie, Ltée	986

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—Canadian National Gas Company, 988; Le Comptoir d'Importation Ltée, 1014.

DEMANDE DE DETACHER divers lots dans la municipalité Saint-Germain, 973; Lots de Lingwick à Scotstown, 1014; Mont-Laurier, 1028; Municipalité Saint-Jérôme au village St-Jérôme, 973; Paroisse Saint-Pacôme à Rivière Ouelle, 973; Partie Bois de l'Ail à paroisse Saint-Bazile, 973; Saint-Eugène de Guigues, 1014; Très Saint-Sacrement, 973; Val-Barrette, 1027; Ville de Montcalm à la cité de Québec, 1028.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Ménard vs Bergeron	991
" Morand vs Ledue	991
" Ryan vs McCormack	992
" Shatilla vs Saber	991

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD: —Dme Deschênes vs Lalonde, 992.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la paroisse Saint-Michel, 990; Legal Aid Society of Greater Montreal, 988.

NOTICE:—Asbestos & Asbestic Co. Ltd., 1029; Cie Immobilière Lauzon & Québec, 993; Club Chevalier de Lévis, 1028.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—The Bon Ami Company, 972; The British & Colonial Furniture Coy, Ltd., 1028.

APPLICATION TO THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL:—Town of Roberval, 992.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Modern Garage Co., Ltd	1030
Myers & Zimmerman	995
Rosenberg & Co	994
Shory	995
Sylvestre	995
The Battle Island Paper Coy	996
The Scotia Engineering Works	996
Villeneuve (Dme)	994
Vineberg	1031

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Lévesque & St-Jean & Cie, incorporée	984
Mansions Ltd	982
McMahon Bros	980
Montreal Vessel Agency	1020
Moreau Ltée	979
The Local Publishing Coy of Canada	1015
The Lower Ottawa Forests Protective Association, Ltd	1025
The New Carlton Ltd	975
Three Rivers Land Coy	1024
Walkers Ltd	986
William Allen Ltd	978
Woodruff Hotel Ltd	984

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—Canadian National Gas Company, 988; Le comptoir d'Importation Ltée, 1014.

APPLICATION TO DETACH several lots in the municipality of Saint Germain, 973; Lots of Lingwick to Scotstown, 1014; Mont-Laurier, 1028; Municipality Saint Jérôme to village Saint Jérôme, 973; Parish Saint Pacôme, to Rivière Ouelle, 973; Part Bois de l'Ail to parish Saint Bazile, 973; Saint Eugène de Guigues, 1014; Très Saint Sacrement, 973; Val Barrette, 1027; Ville de Montcalm to the city of Quebec, 1028.

NOMINATIONS:—

Commissaire *per dedimus potestatem*: M. Alfred Morisset, 1009.

Commissaires d'écoles: M. Jos. Gagnon, municipalité Ferland, 971.; M. Joseph Hébert, Saint-Samuel de Horton, 1010.

Conseillers municipaux: Sainte-Euphémie, M. Oliva Caisse, Contrecoeur, 1009.

Député-greffier des Appels: M. Pierre Cantin, 1009.

Juges de paix: Terrebonne, 1009; Québec, 1009; Montréal, 1010.

Régistrateurs: MM. Art. Geoffrion et Léonide Robert, Chambly, 971.

Shérif: M. Bernard J. Sloan, Pontiac, 1010.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFEREES: à M. Jos. Art. Lessard, 1013.

ORDRE DE COUR:—Gough Sellers & Co. vs Hetch & Glickman, 1031.

PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres, 972; Cour de circuit, Saint-Raphael, Bellechasse, 1010; Cour supérieure, Saint-Joseph de Beauce, 1011; Fête des Arbres, 1011.

RESOLUTION:—Municipalité des Cantons Unis de Masson et Laviolette, 994.

VENTE DE LIMITES:—Département des Terres et Forêts, 989.

VENTES PAR LICITATION:—Langevin vs Larivière *et al et vir*, 998; Lefort, fils vs Dme Lefort *et vir*, 997; Poulin (Dme) vs Lamonde, 997.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—Faucher (l'abbé) vs Roy, 999; Perrault *et al* vs Beliveau, 999.

BEAUCE:—Cardin vs Dme Pilot, 1000; Morin vs Grenier, 1000.

JOLIETTE:—Roy & Durochers vs Lavigne, 1000.

MONTMAGNY:—Bilodeau vs Boutin *et al*, 1001.

MONTREAL:—Favreau vs Bruno, 1003; Lavigne vs Archambault *es*, 1004; Marion vs Valois, 1003; Ouellet, failli, 1003; Paré vs Comtois, 1005; Séguin vs Dme Beaudry *esql*, 1002; Les Commissaires d'Ecoles, municipalité Saint-Joseph de Bordeaux vs Dme Ouellette, 1005; Les Commissaires d'Ecoles, municipalité Saint-Joseph de Bordeaux vs Turgeon, 1005.

QUEBEC:—Boissonneault (Dme) vs Breton, 1006; Lafortune vs Senneville, 1006.

RICHELIEU:—Paquin vs Dme Smith *et vir*, 1007; Pilon (Delle) vs Dme Leonard *et al*, 1007.

ROBERVAL:—Guay vs Bergeron, 1008.

SAINT-FRANCOIS:—Bean vs Reed *et al*, 1008.

TROIS-RIVIERES:—Dessureault vs Delle Dufresne, 1009.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

APPOINTMENTS:

Commissioner *per dedimus potestatem*: Mr Alfred Morisset, 1009.

School Commissioners: Mr Jos. Gagnon, municipality Ferland, 971; Mr Joseph Hébert, Saint Samuel de Horton, 1010.

Municipal concillors: Sainte Euphemie, 000; M. Oliva Caisse, Contrecoeur, 1009.

Deputy Clerk of Appeals: Mr Pierre Cantin, 1009.

Justices of the peace: Terrebonne, 1009; Québec, 1009; Montreal, 1010.

Registrars: Messrs Art. Geoffrion and Léonide Robert, Chambly, 971.

Sheriff: Mr Bernard J. Sloan, Pontiac, 1010.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED: to Mr. Jos. Art. Lessard, 1013.

ORDER OF COURT:—Gough Sellers & Co. vs Hetch & Glickman, 1031.

PROCLAMATIONS:—Parliament convoked, 972; Circuit court, Saint Raphael, Bellechasse, 1010; Superior court, Saint Joseph of Beauce, 1011; Arbor Day, 1011.

RESOLUTION:—Municipality of the United Townships of Masson and Laviolette, 994.

LIMITS SALE:—Department of Crown Lands and Forests, 989.

SALES BY LICITATION:—Langevin vs Larivière *et al et vir*, 998; Lefort, fils vs Dme Lefort *et vir*, 997; Poulin (Dme) vs Lamonde, 997.

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—Faucher (l'abbé) vs Roy, 999; Perrault *et al* vs Beliveau, 999.

BEAUCE:—Cardin vs Dme Pilot, 1000; Morin vs Grenier, 1000.

JOLIETTE:—Roy & Durochers vs Lavigne, 1000.

MONTMAGNY:—Bilodeau vs Boutin *et al*, 1001.

MONTREAL:—Favreau vs Bruno, 1003; Lavigne vs Archambault *es*, 1004; Marion vs Valois, 1003; Ouellet, insolvent, 1003; Paré vs Comtois, 1005; Seguin vs Dme Beaudry *esql*, 1002; The School Commissioners, municipality of Saint Joseph de Bordeaux vs Dme Ouellette, 1005; The School Commissioners, municipality of Saint Joseph de Bordeaux vs Turgeon, 1005.

QUEBEC:—Boissonneault (Dme) vs Breton, 1006; Lafortune vs Senneville, 1006.

RICHELIEU:—Paquin vs Dme Smith *et vir*, 1007; Pilon (Delle) vs Dme Leonard *et al*, 1007.

ROBERVAL:—Guay vs Bergeron, 1008.

SAINT FRANCIS:—Bean vs Reed *et al*, 1008.

THREE RIVERS:—Dessureault vs Delle Dufresne, 1009.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.